

Zeitschrift: Rapport d'activité / Comité International de la Croix-Rouge
Herausgeber: Comité International de la Croix-Rouge
Band: - (2000)

Rubrik: Soutien opérationnel

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Soutien opérationnel

Le CICR en Jordanie a été chargé d'assurer la distribution de denrées alimentaires et de fournitures ménagères à 800 000 personnes dans les zones déplacées.



Constituer
une base solide
à l'appui des activités
opérationnelles.

SOUTIEN OPÉRATIONNEL

RESSOURCES HUMAINES

La mission de la Division des ressources humaines est de recruter les collaborateurs du CICR, de les former et d'assurer leur développement, afin de pouvoir répondre, tant quantitativement que qualitativement, aux besoins découlant des activités de l'institution.

Sur le plan quantitatif, l'année 2000 a été marquée par une relative stabilisation des besoins en personnel: le dispositif moyen sur le terrain s'est établi entre 1200 et 1250 collaborateurs (-trices). La Division des ressources humaines a été confrontée, d'une part, à l'évolution de situations comme la réactivation des crises du Kivu, en République démocratique du Congo, ou la reprise du conflit international entre l'Éthiopie et l'Érythrée (avec, en parallèle, le déclenchement de la famine dans le sud du pays), ou encore la poursuite du conflit en Angola; et, d'autre part, au développement des activités dans certains contextes (îles Salomon et Myanmar, notamment). Malgré la relative accalmie de certaines urgences opérationnelles, telles que l'apaisement des crises au Kosovo ou au Timor oriental, il n'y a pas eu de réductions très importantes de personnel, les programmes destinés à atténuer les effets des conflits ayant toujours dépassé la phase d'urgence. Les besoins en personnel ne sont pas revenus à des valeurs antérieures à 1998, mais ont même légèrement augmenté. Cette situation a été aggravée par une tension croissante sur le marché de l'emploi.

Sur le plan qualitatif, le CICR a ainsi dû faire face à des pénuries sectorielles pour certaines catégories de personnel, en particulier les cadres moyens et les spécialistes. L'évolution des métiers de l'humanitaire nécessite en effet d'avantage d'expertise et impose de recourir à un savoir-faire technique ou de management de plus en plus pointu. La relative augmentation du nombre de postes de haute responsabilité dans des contextes difficiles ou dangereux a rendu la gestion des affectations encore plus complexe.

Les délégations ont été dans l'obligation de revoir leur dispositif à la baisse. Une partie des problèmes a été réglée par des transferts accélérés ou des solutions locales.

Cette évolution a néanmoins mis en lumière la nécessité d'assurer une meilleure capacité de gestion prévisionnelle des personnes et des emplois, afin de pouvoir disposer, à court et à moyen termes, d'une population bénéficiant d'une expérience de haut niveau et d'un développement adapté.

Pour tenter de répondre à ces défis, le CICR a lancé, voici trois ans, plusieurs projets visant à améliorer les différents processus liés aux ressources humaines, en particulier le recrutement, la formation, l'évaluation, l'affectation et le développement du personnel. C'est ainsi qu'un nouveau système de gestion des compétences et une nouvelle politique salariale, mis au point en 1999, ont été progressivement introduits en 2000. Ces deux instruments visent à mieux répondre aux besoins quantitatifs et qualitatifs de personnel, notamment en favorisant chez les collaborateurs l'acquisition de savoir-faire et la recherche du défi professionnel. À cet effet, une évaluation des besoins et des atouts de l'institution dans le domaine des ressources humaines, confiée à un mandataire externe, a été effectuée au siège et sur le terrain. Sur la base des recommandations de cette étude, les ajustements nécessaires ont été introduits pour améliorer encore l'efficacité de l'institution (nouveau système d'évaluation des collaborateurs, dès janvier 2001, notamment).

Recrutement

En raison de l'évolution du marché de l'emploi, les efforts de recrutement ont été particulièrement soutenus l'an dernier: l'unité «recrutement» a lancé 56 actions de promotion en Suisse et à l'étranger et a développé un programme décentralisé, avec l'accord des Sociétés nationales concernées.

En 2000, 286 nouveaux collaborateurs ont été recrutés, dont 265 pour le terrain (139 délégués, 16 administrateurs, 19 secrétaires, 18 interprètes, 45 spécialistes médicaux et paramédicaux, 28 ingénieurs, techniciens et informaticiens).

Cette politique de recrutement volontariste devrait permettre de disposer désormais, sur le terrain, de 5 % de personnel en réserve.

Soutien des Sociétés nationales

Les Sociétés nationales de 21 pays ont continué d'apporter un soutien considérable à l'action du CICR en mettant du personnel à disposition. Ainsi, 550 collaborateurs ont effectué des missions de courte ou de longue durée pour le CICR, dont 134 dans le cadre de «délégations de projets». Ces très importantes contributions ont représenté au total plus de 800 missions.

Mise en place d'une politique de non-discrimination

Une importante étude a été entreprise par le CICR, afin de trouver des solutions concrètes pour lever les obstacles socio-culturels à l'accession des collaboratrices à des postes de responsabilité et d'encaissement. Elle vise à mettre en place une série de mesures de nature à réduire les facteurs d'inégalité des chances entre femmes et hommes au sein de l'institution.

Formation

Un accent particulier a été porté au développement du cycle de consolidation, avec le déploiement, tant au siège que sur le terrain, de divers cours: droit et doctrine; planification; conduite de collaborateurs; procédures de gestion; sécurité et stress. Ce cycle, destiné aux cadres, a pour but d'accroître leur capacité d'encaissement, au moment opportun et en fonction des responsabilités qui leur sont confiées. L'an dernier, 28 cours de ce type ont été organisés pour 304 participants, soit 70 employés recrutés localement et 234 collaborateurs expatriés.

SOUTIEN OPÉRATIONNEL

Le réseau des unités régionales de formation créé en 1998, pour organiser, sur le terrain, des cours autrefois donnés à Genève, a été pleinement opérationnel en 2000. En sus des avantages logistiques de cette solution, cette structure a démontré son utilité pour répondre de manière plus adéquate aux besoins immédiats de formation des différentes catégories de personnel sur le terrain.

Au total, 21 cours d'intégration ont été dispensés, dont 13 sur le terrain; 290 expatriés et plus de 300 collaborateurs nationaux (employés recrutés localement) les ont suivis.

Trois cours, organisés conjointement avec la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ont accueilli une cinquantaine de personnes aux sièges respectifs des deux institutions. Conjointement avec les Sociétés nationales participantes et la Fédération, 30 cours de base ont permis à 600 stagiaires de se préparer à des missions internationales.

Les relations avec les responsables de la formation des autres organisations humanitaires (ONU, ONG) et des universités développant des programmes humanitaires ont été poursuivies et intensifiées.

En 2000, au travers d'une unité spécialisée dans le conseil en formation, un effort particulier a été consacré à la formation individualisée des collaborateurs, afin de les assister dans l'acquisition des compétences nécessaires pour répondre aux exigences de leur poste. Le nombre de demandes de formation individualisée traitées s'est élevé à 206. Il s'agit de 120 formations de courte durée (entre 2 et 10 jours) en lien direct avec la fonction occupée, de 28 formations longues avec obtention de certificat, effectuées en cours d'emploi ou en congé non payé, et de 58 cours de langue, dont 15 séjours à l'étranger. Au total, la formation individualisée aura concerné 254 collaborateurs. Parallèlement à la gestion et au suivi de ces demandes, l'unité a continué ses activités de conseil.

Quant aux travaux de rénovation du centre de formation d'Ecogia, près de Genève, ils ont été achevés en décembre 2000, conformément à la planification et dans les limites du budget prévu. Cette nouvelle structure, opérationnelle dès janvier 2001, accueillera l'ensemble des formations dispensées par le siège du CICR, ainsi que celles organisées conjointement avec d'autres organismes et institutions à vocation humanitaire (dont les organes du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge).

Internationalisation

Afin de pouvoir disposer d'un personnel compétent pour ses activités, le CICR a décidé, en 1993, d'élargir son bassin de recrutement, tant par le canal des Sociétés nationales que par le recrutement direct en dehors de Suisse. Malgré des difficultés administratives prévisibles, cette politique a démontré son efficacité par rapport à la qualité du personnel recruté et sera donc poursuivie.

La proportion de personnel non suisse augmente régulièrement: elle a atteint, l'an dernier, 40 % de l'effectif total du CICR et 47 % du personnel engagé sur le terrain.

Gestion du personnel de délégation

En 2000, le CICR a poursuivi l'intégration de la gestion des employés de délégation dans le cadre de sa politique unifiée des ressources humaines. Ainsi, à la fin de l'année, 31 employés de délégation ont pu changer de statut et 19 autres étaient en mission temporaire hors de leur pays d'origine.

L'institution a entamé un processus de modication en profondeur de sa politique de gestion concernant la professionnalisation de son personnel. Cette réforme a nécessité l'adoption de nouveaux principes directeurs et l'adaptation de différentes procédures, afin d'instaurer un seul système de gestion pour toutes les catégories de collaborateurs; il s'applique aux domaines de la standardisation des fonctions, de l'évaluation de la performance et de la rémunération.

L'institution est ainsi déjà en mesure d'offrir aux collaborateurs locaux désirant s'expatrier un contrat de droit suisse et des prestations sociales similaires à celles de tout autre expatrié.

Santé des collaborateurs

L'unité «santé des collaborateurs», créée en 1999, est composée de quatre personnes: un médecin responsable, deux infirmiers-conseils, une conseillère sociale. Elle n'est pas un service médical d'entreprise au sens strict, mais plutôt un organe de coordination des différentes activités liées à la santé du personnel. Elle fonctionne en étroite collaboration avec la cellule «sécurité et stress» et avec les médecins-conseils du CICR. Ses principales activités sont les suivantes :

- «information santé» des délégués partant sur le terrain (1 080 entretiens réalisés en 2000)
- «rapport santé» des délégués rentrant de mission (1 061 entretiens réalisés en 2000)
- participation à la formation de base des délégués (cours d'intégration) et des futurs cadres (cours de consolidation)
- recueil systématique de données sur les problèmes de santé

En 2000, le CICR a disposé en moyenne de:

sur le terrain: 1 250 expatriés, dont 270 mis à disposition par des Sociétés nationales; 8 000 employés recrutés localement sous contrat CICR;

au siège: 826 personnes dont une dizaine mis à disposition par les Sociétés nationales.

SOUTIEN OPÉRATIONNEL

- participation à l'organisation et au suivi des évacuations médicales
- missions sur le terrain (évaluation des problèmes de santé, soutien psychologique en cas d'incident critique, comme les prises d'otages, par exemple)
- élaboration de directives sur la prévention des risques de santé et la prise en charge des accidents et maladies professionnels

- réponse aux questions du terrain sur les problèmes de santé
- participation à l'élaboration des politiques de santé institutionnelles
- conseil et aide sociale aux collaborateurs en difficulté

Personnel des sociétés nationales mis à la disposition des opérations du CICR en 2000 (par pays)

Société nationale	Siège	Terrain	Projets délégués	Total
Allemagne		24	11	35
Australie		61	3	64
Autriche		5	1	6
Belgique		11	5	16
Canada	3	48	11	62
Danemark	2	17	3	22
Espagne			7	7
États-Unis		4	6	10
Finlande	1	20	34	55
France	2	33		35
Grèce		4		4
Irlande	1	10		11
Islande		6		6
Italie		3	3	6
Japon		23	4	27
Nouvelle-Zélande		13		13
Norvège	1	31	31	63
Pays-Bas	1	24	6	31
Royaume-Uni	1	52	5	58
Suède	2	11	4	17
Suisse		7		7
Total général	14	407	134	555

N. B. Ces chiffres correspondent au nombre de personnes et non au nombre de postes. La répartition des secteurs d'activité est la suivante : délégués : 21 %, santé : 52 %, logistique : 12 %, sécurité économique : 13 %, divers : 2 %.

LOGISTIQUE : UNE PÉRIODE DE CONSOLIDATION

En 1999, la Division de la logistique, nouvellement constituée, avait entrepris de mettre en place des procédures normalisées en matière d'achats, d'entreposage, de transport et de gestion des stocks. Au cours de l'année 2000, ces procédures ont été intégrées, tant au siège que sur le terrain, aux fins d'améliorer les délais de livraison entre les deux principaux centres logistiques (Genève et Nairobi), et ce pour tenir compte des priorités et des besoins opérationnels.

Au centre de Genève, l'entrepôt de Vernier est désormais pleinement opérationnel et le personnel spécialisé du siège (acheteurs, expéditeurs, administrateurs de la chaîne d'approvisionnement et magasiniers) a été regroupé sur ce site. La gestion financière a été améliorée du fait de la création d'une Unité financière spécialisée. Au cours de l'année écoulée, plus de 150 millions de francs suisses de produits et de services ont été gérés par le centre de Genève, qui a traité, en moyenne, quelque 2 800 articles par mois.

Un logiciel logistique SBT a été installé à Genève et à Nairobi pour améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement par la fourniture de données statistiques supplémentaires, ce qui devrait permettre une analyse plus détaillée du processus et des indicateurs d'évaluation clés. Des tableaux récapitulatifs de ces indicateurs et des flux d'activités sont désormais établis chaque mois.

L'Unité de la formation a tenu - à Genève ou sur le terrain - des séminaires sur les systèmes logistiques du CICR auxquels ont assisté plus de 90 % des logisticiens non spécialisés sur le terrain. Des fonctionnaires d'institutions des Nations Unies y ont également participé. Un cours spécialisé sur la logistique médicale a été organisé en novembre.

SOUTIEN OPÉRATIONNEL

Pour encourager les donateurs à contribuer plus généreusement au soutien logistique, la phase expérimentale sur le terrain du programme de transport, d'entreposage et de manutention internes a été menée à terme. La Division des ressources extérieures a publié des données sur l'ensemble des coûts logistiques des principaux programmes d'assistance.

Pendant la période considérée, des opérations de grande envergure ont été lancées en Éthiopie et en Érythrée pour faire face à la sécheresse et au conflit entre ces deux pays. Une infrastructure logistique complète a été mise en place dans la région de Mindanao, aux Philippines, en coopération avec la Société nationale et la Croix-Rouge espagnole. Une base logistique a également été établie à Amman, en Jordanie, pour soutenir les activités menées dans les territoires occupés par Israël et dans les territoires autonomes.

Au total, 204 266 tonnes de secours, pour une valeur de quelque 233 millions de francs suisses ont été distribuées dans 62 pays pendant l'année 2000. De plus, 102 logisticiens du CICR ont collaboré à des programmes d'assistance dans 24 pays, avec le soutien de plus de 2 200 collaborateurs locaux. Pour ses opérations, le CICR a utilisé 3 230 véhicules et 94 entrepôts principaux, représentant une superficie totale de 93 000 mètres carrés.

RESSOURCES EXTÉRIEURES

La Division des ressources extérieures, qui dépendait de la Direction des ressources humaines et des finances, a été rattachée à la Direction des opérations en 2000. Cette réorganisation devrait favoriser une coordination plus étroite et plus efficace avec les activités et les préoccupations du CICR sur le terrain, ce qui devrait faciliter et améliorer la réponse des donateurs.

Des budgets records...

Les budgets avaient déjà atteint des sommets en 1999, surtout en raison de la crise des Balkans, mais les dépenses ont à nouveau augmenté en l'an 2000. Les appels d'urgence initiaux, lancés en décembre pour un total de 837,7 millions de francs suisses ne couvraient pas les diverses opérations qui ont dû être déployées pour répondre à des crises à évolution rapide relevant des délégations régionales de Moscou et de Djakarta et de la délégation du Timor oriental. Les budgets pour ces opérations se sont ajoutés au total en février, portant les appels d'urgence à 907,6 millions de francs suisses (espèces, dons en nature et services). Si l'on ajoute cette somme aux 144,5 millions de francs suisses du budget siège, cela signifie que le budget global du CICR pour 2000 a atteint 1 052,1 millions de francs suisses, un record dans l'histoire de l'institution.

Par rapport à l'année précédente, les dotations aux programmes ont été plus élevées pour l'assistance (59,7 %, soit 12,4 % de plus qu'en 1999) et plus faibles pour la protection (11,2 %), les actions préventives (9,4 %) et la coopération avec les Sociétés nationales (5,8 %).

En 1999, le CICR avait procédé à 11 rallonges budgétaires pour faire face aux crises imprévues et à la montée des besoins humanitaires sur le terrain. En 2000 en revanche, l'institution a augmenté son budget six fois. À deux reprises,

des ajustements importants ont été nécessaires suite à des crises inattendues (conflit Éthiopie/Erythrée, Sierra Leone). Après examen des objectifs de ces opérations, les appels d'urgence ont été revus à la hausse et portés à 944,3 millions de francs suisses (espèces, dons en nature et services). Si l'on y ajoute le budget siège, le budget global a atteint, en fin d'exercice, 1 088,8 millions de francs suisses, un chiffre sans précédent.

des dépenses...

Dans l'ensemble, le taux de réalisation des activités programmées dans le cadre des objectifs du CICR pour cette année a été élevé, les dépenses terrain atteignant 86,6 % du budget terrain global, contre 82,83 % l'année précédente, ce qui constituait déjà un taux élevé.

Certaines opérations ont toutefois affiché de faibles taux de réalisation, généralement imputables soit à de graves contraintes politiques et de sécurité, soit au règlement partiel des conflits concernés et à la diminution subséquente des besoins en aide d'urgence. Les opérations du CICR au Burundi et en République du Congo, par exemple, n'ont été réalisées qu'à 71 % et 55,9 % respectivement. Ces chiffres ont cependant été compensés par des taux très supérieurs à la moyenne dans d'autres contextes. La délégation régionale de Manille a ainsi terminé l'année avec un taux de réalisation de 184 % du fait d'événements imprévus et des besoins d'urgence dans les îles Salomon et aux Fidji.

... et des contributions

Les donateurs ont réagi avec générosité aux besoins et aux dépenses sans précédent du CICR, et les dons ont également atteint des maxima historiques. Le total des contributions s'est ainsi élevé à 837 millions de francs suisses (espèces: 754,6 millions, dons en nature: 56,2 millions, services: 25,5 millions, immobilisations: 0,7 million).

SOUTIEN OPÉRATIONNEL

La répartition générale de ces dons s'est maintenue : les gouvernements et les organisations internationales (sans l'Union européenne) ont apporté 76,1 % des contributions, la Commission européenne 5 %, les Sociétés nationales 15,2 % et les sources publiques et privées 3,7 %. En 2000, l'augmentation relative des contributions des Sociétés nationales, qui avaient été relevées en 1999, s'est confirmée. Les années précédentes, leur montant représentait en moyenne 10 % du total des contributions.

Malgré le montant record des contributions reçues, le CICR a enregistré un déficit. L'institution a débuté l'année avec un solde créditeur net de 7,6 millions de francs suisses reporté de l'exercice 1999, mais l'a terminée avec un déficit de 29,1 millions de francs suisses, à reporter sur 2001.

Situation critique en matière de liquidités

La situation de trésorerie, qui était déjà préoccupante en 1999¹, s'est encore aggravée au cours de l'exercice. L'imprévisibilité des contributions a contraint le CICR à attendre jusque tard dans l'année la confirmation que les dépenses engagées seraient couvertes. Le ralentissement des rentrées de trésorerie, une tendance qui avait déjà été observée en 1999, a été particulièrement inquiétant au cours du second semestre. De plus, les retards dans les transferts de fonds ont fait chuter la moyenne mensuelle du solde de trésorerie à 16 millions de francs suisses, soit nettement moins que la moyenne de 52 à 77 millions qui avait été maintenue les six années précédentes, alors que la moyenne des décaissements s'est établie à 69 millions de francs suisses en 2000. Ces problèmes de liquidités ont mis le CICR en situation de déficit plusieurs fois en cours d'exercice, le contraignant à recourir à des emprunts bancaires afin de poursuivre ses activités. L'institution a donc dû faire face à des dépenses supplémentaires, non couvertes par les dons.

¹ Voir le *Rapport d'activité 1999* du CICR, p. 401.

Initiatives spécifiques

- L'appel spécial «Action antimes 1999-2003», pour un montant de 105 millions de francs suisses, lancé à l'été 1999 en vue de financer les activités du CICR liées aux mines pendant cinq ans, a continué de constituer un précieux instrument pour solliciter le soutien des donateurs. Alors que les contributions avaient été supérieures aux dépenses pendant deux années consécutives (solde reporté sur l'an 2000 : 1,2 million), le financement des actions antimes s'est ralenti, et les dépenses qui s'élevaient à 23,1 millions n'ont pu être totalement couvertes par les contributions (21,8 millions) versées en réponse à cet appel spécial. Cette situation est d'autant plus regrettable que le problème des mines antipersonnel reste posé dans de nombreux pays, et que les victimes de ces engins continueront d'avoir besoin d'une assistance au cours des années à venir.
- La première année de l'accord triennal de partenariat avec le DFID*, au Royaume-Uni, qui vise à renforcer les capacités opérationnelles du CICR dans les domaines de la protection, de l'assistance et de la prévention, a été une réussite sur toute la ligne. Comme le prévoit l'accord, des représentants du DFID et de la Croix-Rouge britannique ont visité deux théâtres d'opérations du CICR : le Rwanda en janvier et la Fédération de Russie en juillet. À l'issue de ces missions, le DFID a préparé deux rapports de terrain qu'il a communiqués aux délégations du CICR pour commentaires. Le DFID a témoigné de l'intérêt qu'il porte à ce partenariat en versant 2 millions de livres sterling en réponse aux appels d'urgence du CICR, en sus de sa contribution annuelle de 15 millions de livres au titre de l'accord de partenariat. Il convient de noter qu'en dehors du cadre de l'accord, le DFID a apporté d'autres contributions importantes pour répondre aux appels d'urgence du CICR.
- En 2000, la Commission européenne a soutenu les activités du CICR à hauteur d'environ 28 millions d'euros (40 millions de francs suisses), entièrement par le biais d'ECHO*. Les principales opérations financées concernaient l'Afghanistan, le Nord-Caucase, la Somalie, l'Éthiopie et l'Érythrée, la Sierra Leone, la République démocratique du Congo, l'Angola, la Colombie et la République fédérale de Yougoslavie (y compris le Kosovo).
- Au cours de l'exercice, les Sociétés nationales participantes ont géré 37 projets qui leur avaient été délégués dans le cadre des opérations du CICR, ainsi que 28 projets bilatéraux coordonnés par le CICR. Les Sociétés nationales participantes ont été particulièrement actives dans les Balkans, où elles ont mené 21 projets délégués et 25 projets bilatéraux, et plus spécialement en République fédérale de Yougoslavie. Tous ces projets étaient des programmes d'assistance, sauf un qui portait sur les activités de diffusion et un autre sur la coopération.
- Une fois de plus, la collecte de fonds auprès du secteur privé a atteint un niveau record. Ces excellents résultats sont principalement le fruit d'une très nette augmentation des contributions spécifiques des fondations et du financement issu de legs et de donations. Le CICR a en outre pu compter sur la fidélité de nombreux donateurs privés, qui ont soutenu ses diverses activités dans le monde par des dons spontanés ou faisant suite à des appels par courrier. En l'an 2000, ces appels ont porté sur la crise en Tchétchénie, la situation désespérée des victimes des conflits armés sur le continent africain et la souffrance des enfants victimes du conflit à Sri Lanka. L'institution a pu aussi s'appuyer sur la fidélité des organisations privées qui la soutiennent traditionnellement : les Rotariens suisses

* ECHO : Office humanitaire de la Communauté européenne.

SOUTIEN OPÉRATIONNEL

et plusieurs districts du Rotary en Allemagne ont continué d'apporter leur appui au programme du CICR en faveur des victimes des mines; *Soroptimist International*, une association féminine de service, a également soutenu la campagne d'aide aux victimes de mines; et l'UEFA*, qui a prêté son soutien à plusieurs centres d'appareillage orthopédique, a renouvelé son partenariat avec le CICR pour les trois prochaines années. Enfin, les bailleurs de fonds ont donné une suite favorable à l'appel de fonds lancé au titre de la construction du nouveau centre de formation du CICR, à Ecogia (Genève), qui doit être inauguré au printemps 2001.

Dialogue avec les donateurs

Tout au long de l'année, le CICR s'est efforcé de tenir ses donateurs au courant des questions générales ou d'intérêt plus immédiat, faisant intervenir ses représentants à tous les niveaux. Ces efforts ont été concrétisés notamment par les initiatives suivantes :

- Le personnel du CICR a noué des contacts directs et collaboré étroitement avec la communauté des donateurs de l'institution. Douze réunions ont été organisées au siège du CICR pour informer les représentants des missions permanentes à Genève des opérations ou questions spécifiques (un atelier sur l'assistance, par exemple), et de l'évolution de la situation financière de l'institution et des budgets pour 2000. Des contacts bilatéraux réguliers ont été maintenus avec les gouvernements et les Sociétés nationales non seulement à Genève, mais aussi dans différentes capitales, et de plus en plus sous la forme de visites des donateurs sur le terrain.

* UEFA: Union des associations européennes de football.

- Bien qu'il ait décidé de ne pas être intégré dans la procédure d'appel consolidé d'OCHA*, le CICR a veillé à ce que ses objectifs sur le terrain soient établis et présentés en coordination avec ceux des institutions des Nations Unies et des organisations non gouvernementales actives dans le domaine humanitaire. Ainsi, le CICR s'est associé au lancement des Appels interinstitutions consolidés des Nations Unies pour 2001, à Genève, le 29 novembre, en présentant à la communauté des donateurs un résumé des appels d'urgence pour 2001, des objectifs détaillés et un plan d'action pour les pays également couverts par la procédure d'appel consolidé.
- Les 25 et 26 mai, le ministère norvégien des Affaires étrangères a été l'hôte, à Genève, d'une réunion entre de hauts représentants du CICR et les principaux donateurs de l'institution. L'accent a été mis en particulier sur la nécessité de concevoir une méthode plus efficace pour combler le fossé entre l'aide d'urgence et le développement. Les donateurs ont pressé le CICR d'adopter une position et un rôle mieux définis en la matière, notamment sur la participation d'autres composantes du Mouvement aux programmes d'assistance à long terme. Les donateurs ont en outre appelé le CICR à une coordination et une coopération actives avec d'autres organisations humanitaires, tout en reconnaissant le mandat du CICR en ce qui concerne la protection des personnes déplacées. S'agissant de la situation financière du CICR, en particulier les difficultés de trésorerie et les problèmes liés à l'affectation des fonds à des activités spécifiques et à l'établissement de rapports distincts, les donateurs ont reconnu la nécessité d'améliorer la prévisibilité et la flexibilité de la base de financement de l'institution. Ils ont également encouragé le CICR à accroître la transparence et l'efficacité de ses opérations, notamment par le biais d'évaluations multilatérales effectuées par ses donateurs et d'une adaptation de son système d'établissement de rapports fondé sur les résultats. Les donateurs ont accepté le système de rapports normalisés du CICR.
- La Fédération et le CICR ont tenu à Genève, du 25 au 28 avril, une réunion pour les Sociétés nationales participant activement à des opérations humanitaires internationales. Cette réunion, à laquelle ont participé des délégations de 25 Sociétés nationales, s'est essentiellement penchée sur la coopération au sein du Mouvement dans le cadre des opérations, et notamment de l'action humanitaire face aux souffrances des personnes déplacées et des femmes touchées par un conflit armé. Sur le plan de la gestion, l'accent a été mis sur l'évaluation de l'action humanitaire en termes de défis relevés, de processus d'apprentissage et de perspectives d'avenir.
- Le CICR a poursuivi les efforts engagés pour informer régulièrement les donateurs de ses activités, réflexions et préoccupations, par le biais d'un système d'établissement de rapports écrits consolidés. L'appel siège et les appels d'urgence, qui présentaient les objectifs à moyen et à long termes du CICR, dans le cadre d'une approche axée sur les résultats, ont été publiés en décembre 1999 et complétés en février 2000. Des appels supplémentaires ont été lancés en raison des rallonges budgétaires pour l'Éthiopie (juin) et la Sierra Leone (août). Des rapports trimestriels ont été présentés pour fournir des informations intermédiaires sur toutes les activités du CICR sur le terrain. Ils ont été complétés par 39 résumés d'activités (*updates*) qui ont tenu les donateurs au courant de l'évolution rapide des situations d'urgence et d'autres points de l'actualité humanitaire. Le CICR a aussi publié trois rapports spéciaux – sur l'assistance, les enfants non accompagnés au Rwanda et dans

* OCHA: United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies).

SOUTIEN OPÉRATIONNEL

la région des Grands lacs (1994-2000), et la Colombie – pour mieux faire comprendre l'approche du CICR dans des contextes géographiques précis et/ou des secteurs d'activités particuliers. Enfin, il a produit deux rapports concernant des appels spéciaux: *Rapport spécial: Action contre les mines 1999* (appel «Action contre les mines 1999-2003») et le *Rapport sur l'Appel intégré du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en réponse à la crise de 1999 dans les Balkans*, publié par le Groupe directeur CICR/Fédération.

FINANCES ET ADMINISTRATION

Le nouveau système financier, qui comprend la comptabilité financière classique et la comptabilité analytique, a été mis en place au début de l'année 1999 dans le monde entier et était pleinement opérationnel en 2000. La qualité des données financières fournies par les délégations du CICR s'est considérablement améliorée pendant l'année, grâce à une formation soutenue et aux efforts du personnel sur le terrain. Les administrateurs ont adopté le nouveau système de comptabilité et le personnel a mis en pratique dans son travail quotidien les compétences et les connaissances acquises en la matière; les procédures ont ainsi été rationalisées.

Il s'ensuit que la base de données financières utilisée à des fins analytiques et pour l'établissement des états financiers s'est avérée plus fiable et que les rapports financiers ont été mieux intégrés au cycle de gestion dans les domaines de la planification, du suivi et de l'évaluation. Cela a permis à la direction de contrôler plus étroitement les dépenses par rapport aux budgets et d'identifier les coûts par délégation ou par programme.

Les logiciels installés au siège pour mettre en place le système de gestion intégrée des ressources humaines et financières ont été mis au point et les interfaces avec d'autres systèmes de gestion, comme dans le secteur de la logistique, considérablement améliorées. Cependant, l'apprentissage doit se poursuivre. Des plans ont été conçus afin d'améliorer le système, en l'harmonisant plus étroitement avec les besoins des donateurs en matière de présentation de rapports et en remplaçant les programmes financiers périmés encore utilisés sur le terrain. L'accent a été mis tout particulièrement sur une plus grande intégration de la gestion financière et logistique afin d'assurer la cohérence du flux de données, des achats aux stocks, en passant par la distribution et la comptabilité financière.

L'unité de la révision comptabilité à Manille, capitale des Philippines, a joué un rôle croissant pendant l'année 2000. Elle était chargée de la vérification des comptes sur le terrain et de l'introduction des données dans le système central de comptabilité du siège. Certaines analyses financières et des opérations comptables, qui étaient auparavant réalisées au siège, ont été transférées à Manille au cours de cette année; l'unité a également fourni des services particulièrement utiles de vérification des comptes, d'analyse financière, de comptabilité et de facturation pour les projets délégués aux Sociétés nationales participantes.

Suite à la mise en place des nouveaux outils financiers, la Division des finances et de l'administration a lancé un projet global visant à analyser les méthodes de travail au siège et à clarifier les responsabilités de gestion financière à tous les niveaux. Les unités des finances ont été réorganisées pour accorder plus d'importance à la comptabilisation des coûts et à la présentation de rapports financiers internes et externes. Cette procédure sera appliquée sur le terrain à une date ultérieure.

Des mesures initiales ont été prises pendant l'année pour améliorer la gestion des risques et les prévisions financières, en particulier en ce qui concerne la situation de trésorerie à Genève. L'objectif était d'assurer une gestion financière plus efficace pour faire face à l'augmentation constante des opérations du CICR et des dépenses, constatée au cours des deux années écoulées.

L'Unité patrimoine et mobilier a été étroitement associée à la restauration des locaux du nouveau centre de formation du CICR Ecogia, à Versoix, et à l'installation d'un centre de logistique à Vernier; ces deux localités sont situées à proximité de Genève.

TABLEAUX FINANCIERS

L'exercice 2000

L'exercice 2000 a une nouvelle fois été marqué par une croissance des besoins humanitaires auxquels l'institution a apporté une réponse. Ces besoins se sont manifestés dans des contextes géographiquement plus dispersés et moins médiatisés que l'année précédente, où la Crise des Balkans avait mobilisé une part importante des ressources. Ainsi les dépenses de la structure financière terrain ont augmenté de 9,8 % en 2000 (2000 : 783,2 millions de francs suisses; 1999 : 713,1 millions de francs suisses). Sur le plan du financement, malgré les efforts réalisés pour rassembler les fonds requis et une réponse généralement positive des principaux donateurs, le report net de la structure terrain est passé d'un excédent initial de 7,6 millions de francs suisses à un déficit de 29,1 millions de francs suisses en fin d'exercice. Cette évolution, accompagnée d'une dégradation sensible du niveau de la trésorerie, a impliqué sur le plan interne un suivi constant de l'évolution des risques financiers et des décisions ponctuelles de mesures correctives qui ont parfois affecté le cours de certaines opérations sur le terrain.

Le budget initial terrain complété, correspondant aux appels d'urgence initiaux auxquels ont été ajoutés les budgets des délégations de Timor, Djakarta et Kuala Lumpur, s'élevait à 874,3 millions de francs suisses. En cours d'année, sept rallonges ont été ajoutées et le budget terrain final s'est élevé à 944,3 millions de francs suisses. Au siège, une rallonge de 190 000 francs suisses a été adoptée en raison du développement du projet «Les femmes et la guerre».

A l'exception d'une réduction du volume des dépenses dans la région des Balkans, une croissance des dépenses a été observée dans l'ensemble des autres continents. Au siège, la réduction s'explique exclusivement par le fait qu'en 1999 l'introduction de nouveaux principes comptables avait requis la constitution d'une provision importante pour débiteurs.

Les dépenses et recettes des deux structures financières sont présentées de manière consolidée sur le tableau 2. Les tableaux 5 et 6 donnent un détail par structure financière dans un format identique à celui de l'appel. Dans le tableau 6 figure la participation de la structure terrain au financement du soutien apporté par le siège.

En examinant le bilan (tableau 1), les éléments significatifs sont la diminution sensible du niveau de la trésorerie (31 décembre 2000 : 44,4 millions de francs suisses; 1999 : 85,7 millions de francs suisses), malgré une réduction des dettes bancaires (31 décembre 2000 : 9,3 millions de francs suisses; 31 décembre 1999 : 15,5 millions de francs suisses), une croissance de la valeur des titres, qui s'explique essentiellement par un changement de la méthode d'évaluation qui à fin 2000 reflète la valeur du marché (31 décembre 2000 : 40,9 millions de francs suisses; 31 décembre 1999 : 29,8 millions de francs suisses) et l'introduction en première rubrique des réserves des reports déficitaires et des contributions reportées.

En matière de présentation des comptes (tableaux 1 à 4) et des principes comptables, diverses précisions ont été introduites. Ces dernières proviennent de normes comptables internationales auxquelles les comptes 2001 devraient être conformes. Elles concernent principalement l'évaluation des titres, l'indication des engagements à long terme et la présentation des soldes déficitaires/excédentaires des opérations sous la rubrique des réserves.

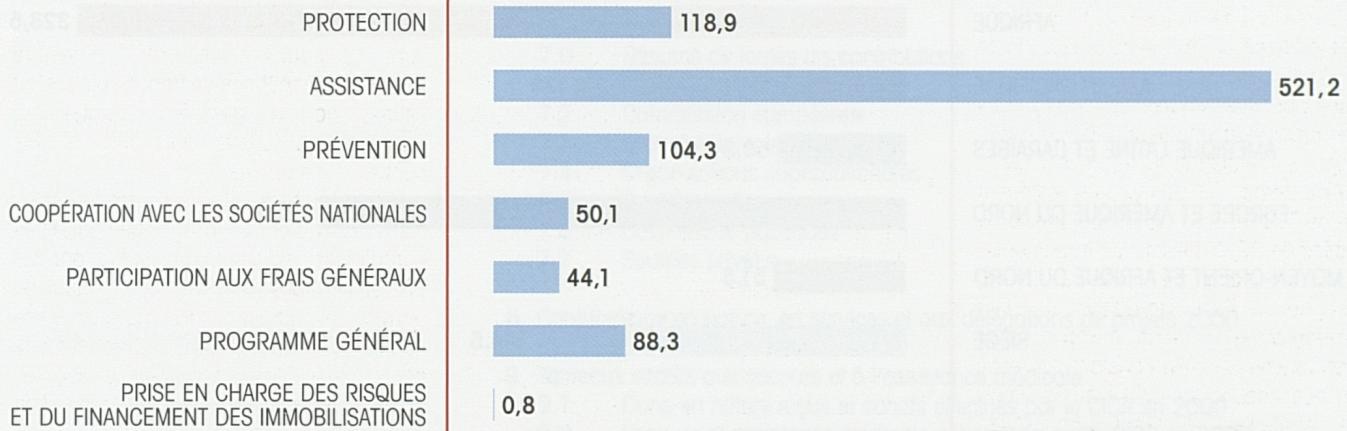
Le tableau suivant récapitule les chiffres-clé de l'exercice 2000 en matière de budgets et de dépenses :

Appel	Budget initial (complété)	Budget final	Dépenses 2000	Dépenses 1999
Appels d'urgence				
Afrique	347 920	386 962	323 505	263 838
Asie et Pacifique	130 937	130 937	128 989	115 142
Amérique latine et Caraïbes	52 597	52 597	50 312	48 134
Europe et Amérique du Nord	217 207	251 476	228 897	244 015
Moyen-Orient et Afrique du Nord	59 468	61 627	51 470	41 975
Réserve budgétaire	66 213	60 729		
Total	874 342	944 328	783 173	713 104
Appel siège				
	144 461	144 651	144 500	149 322

TABLEAUX FINANCIERS

DÉPENSES ET CHARGES PAR GENRE D'ACTIVITÉ EN 2000

y compris dons en nature et services (en millions de francs suisses)

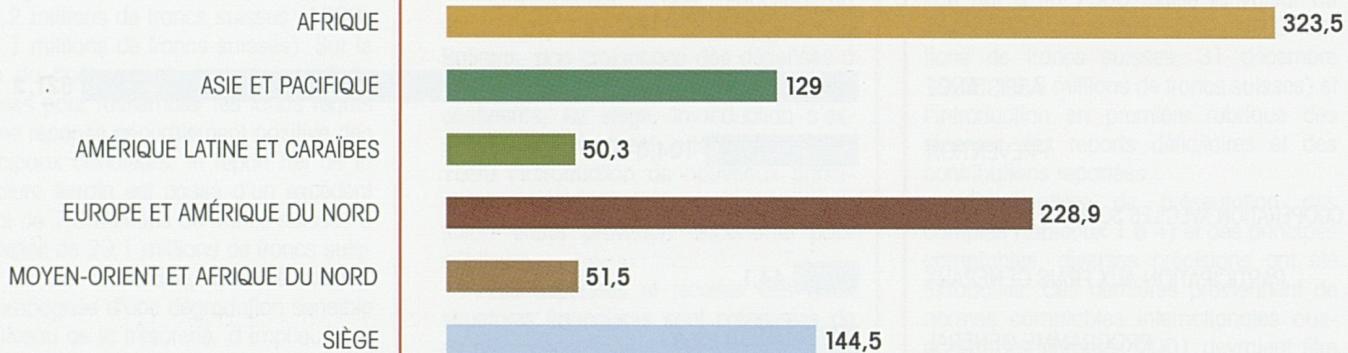


TOTAL : 927,7 MILLIONS DE FRANCS SUISSES

TABLEAUX FINANCIERS

RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR RÉGION EN 2000

y compris dons en nature et services (en millions de francs suisses)



TOTAL : 927,7 MILLIONS DE FRANCS SUISSES

TABLEAUX FINANCIERS: TABLE DES MATIÈRES

1. Bilan au 31 décembre 2000
2. Compte de dépenses et recettes en 2000
3. Tableau de flux de fonds en 2000
4. Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2000
Lettre de l'organe externe de contrôle
5. Dépenses de la structure financière siège en 2000
6. Dépenses et recettes de la structure financière terrain en 2000
7. Contributions en 2000
 - 7.0 Résumé de toutes les contributions
 - 7.1 Gouvernements
 - 7.2 Commission européenne
 - 7.3 Organisations internationales
 - 7.4 Organisations supranationales
 - 7.5 Sociétés nationales
 - 7.6 Collectivités publiques
 - 7.7 Sources privées
8. Contributions en nature, en services et aux délégations de projets 2000
9. Tableaux relatifs aux secours et à l'assistance médicale
 - 9.1 Dons en nature reçus et achats effectués par le CICR en 2000
 - 9.2 Secours et assistance médicale acheminés par le CICR en 2000
 - 9.3 Distributions des secours et de l'assistance médicale par le CICR en 2000
10. Fonds spéciaux gérés par le CICR
 - 10.1 Fondation en faveur du Comité international de la Croix-Rouge
 - 10.2 Fonds Augusta
 - 10.3 Fonds de la Médaille Florence Nightingale
 - 10.4 Fonds Clare R. Benedict
 - 10.5 Fonds français Maurice de Madre
 - 10.6 Fonds Omar El Muktar
 - 10.7 Fonds Paul Reuter
 - 10.8 Fonds spécial en faveur des handicapés

1. BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2000

(en milliers de francs suisses)

ACTIF	Notes	2000	1999
Actif disponible et réalisable			
Liquidités	4.3.1	44 431	85 661
Titres	4.3.2	40 915	29 847
Débiteurs	4.3.3	131 266	148 682
Stocks	4.3.4	20 488	14 867
Actif transitoire		5 379	5 373
		242 479	284 430
Immobilisations corporelles et incorporelles	4.3.5	80 894	87 407
Total de l'actif		323 373	371 837
Fonds fiduciaires - Liquidités		88	87
PASSIF ET RÉSERVES			
Passif exigible à court terme			
Banque		9 340	15 508
Créanciers	4.3.6	85 584	102 939
Passif transitoire	4.3.7	19 030	16 845
		113 954	135 292
Passif exigible à long terme	4.3.8	16 019	10 122
Total du passif exigible		129 973	145 414
Réserves			
Financement des actions en cours	4.3.9		
Actions avec financement provisoirement déficitaire		-34 219	-18 701
Contributions affectées par les donateurs		5 134	26 307
		-29 085	7 606
Réserves affectées par l'Assemblée	4.3.10		
Réserve pour financement d'actions futures		94 000	94 000
Réserve pour risques opérationnels		10 323	10 323
Réserve pour financement d'actifs		84 645	82 871
Réserve pour risques financiers		12 942	9 881
Réserve liée à la gestion des ressources humaines		5 135	5 757
Réserve pour projets spécifiques		1 040	1 585
		208 085	204 417
Réserve sans affectation			
Réserve générale		12 500	12 500
Pertes et profits reportés		1 900	1 797
Excédent de recettes		0	103
		14 400	14 400
Total des réserves		193 400	226 423
Total du passif et des réserves		323 373	371 837
Fonds fiduciaires - Créditeurs		88	87
Garanties pour tiers		6	6

2. COMPTE DE DÉPENSES ET RECETTES EN 2000

(en milliers de francs suisses)

	Notes	2000	1999
Contributions		836 339	835 979
Dépenses opérationnelles			
Personnel	4.3.12	-318 901	-280 574
Missions		-30 867	-26 144
Locaux et équipements		-57 558	-58 824
Transport		-91 137	-81 776
Assistance aux victimes		-242 042	-240 269
Assistance financière aux Sociétés nationales et tiers		-44 609	-39 576
Fournitures générales et prestations de services		-77 549	-69 073
Amortissements		-20 189	-18 482
Augmentation de la provision pour débiteurs	4.3.3	-750	-9 260
Total	4.3.11	-883 602	-823 978
Résultat opérationnel net		-47 263	12 001
Autres recettes			
Dons d'immobilisations corporelles		660	2 716
Revenus financiers et frais facturés		10 833	7 548
Différences de change		5 151	8 008
Recettes relatives à des exercices antérieurs		2 561	482
Divers		11 442	2 788
Total		30 647	21 542
Autres dépenses			
Différences de change		-8 930	-4 684
Dépenses relatives à des exercices antérieurs		-1 391	-153
Divers		-5 589	-2 221
Total		-15 910	-7 058
Résultat non opérationnel net		14 737	14 484
Déficit / excédent		-32 526	26 485
Utilisation de réserves affectées par l'Assemblée	4.3.10	11 520	1 618
Attribution aux réserves affectées par l'Assemblée	4.3.10	-15 188	-18 389
Augmentation / diminution (-) des actions avec financement provisoirement déficitaire	4.3.9	15 518	-13 386
Diminution des contributions affectées par les donateurs	4.3.9	21 173	3 772
Ajustements des actions avec financement provisoirement déficitaire / des contributions affectées par les donateurs		-497	3
Total		32 526	-26 382
Excédent de recettes		0	103

3. TABLEAU DE FLUX DE FONDS EN 2000

(en milliers de francs suisses)

	Notes	2000	1999
Flux de fonds résultant des activités opérationnelles			
Excédent de recettes		0	103
Amortissements		20 189	18 482
Augmentation de la provision pour débiteurs	4.3.3	750	9 260
Reçus provenant de ventes d'immobilisations corporelles		-1 034	-974
Dons d'immobilisations corporelles		-660	-2 716
Augmentation/diminution de réserves affectées par l'Assemblée	4.3.10	-2 744	16 771
<i>Excédent avant changements du fonds de roulement</i>		16 501	40 926
Augmentation (-)/diminution de l'actif disponible et réalisable		6 503	-89 397
Augmentation/diminution (-) du passif exigible à court terme		-15 170	33 119
Augmentation (-)/diminution des actions avec financement provisoirement déficitaire	4.3.9	-15 518	-15 163
Augmentation/diminution (-) des contributions affectées par les donateurs	4.3.9	-21 173	-3 772
		-28 857	-34 287
Flux de fonds résultant des activités d'investissement			
Augmentation des immobilisations corporelles et incorporelles	4.3.5	-16 114	-33 795
Valeur résiduelle d'immobilisations vendues	4.3.5	4 023	7 205
Ajustements		-11	0
Remboursement d'investissements financiers		0	31 359
		-12 102	4 769
Flux de fonds résultant des activités de financement			
Remboursement du passif exigible à long terme		-200	-200
Augmentation du prêt à long terme pour le nouveau centre de formation		6 097	2 022
		5 897	1 822
Variation nette des liquidités		-35 062	-27 696
Liquidités nettes en début d'exercice		70 153	97 849
Liquidités nettes en fin d'exercice		35 091	70 153

4. NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2000

4.1 Activités

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), fondé à Genève en 1863, consacré par les Conventions de Genève et par les Conférences internationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, est une institution humanitaire indépendante ayant son statut propre.

Les principales activités du CICR sont :

- dans les situations de troubles intérieurs et de leurs suites directes, de conflits armés internationaux et non internationaux, ainsi que dans la période post-conflictuelle :
 - activités en faveur de personnes privées de liberté;
 - protection et assistance (médicaments, matériel médical, eau potable, nourriture, abris) des populations civiles;
 - rétablissement des liens familiaux;
- dans le cadre de ses tâches permanentes :
 - développement et respect du droit international humanitaire;
 - diffusion et promotion du droit international humanitaire et des principes du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge;
 - diplomatie humanitaire.

Ces états financiers incluent les activités du siège à Genève et de toutes les délégations du CICR.

4.2 Principes comptables significatifs

4.2.1 Base de la présentation

Les états financiers sont présentés en conformité avec la loi suisse et les statuts du CICR.

Les états financiers ne sont pas en conformité avec les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*). Cependant, un grand nombre de normes IAS ont été appliquées. Les normes significatives non encore appliquées sont celles concernant les prestations en faveur du personnel (plan de retraite) et celles concernant certaines notes relatives aux états financiers.

4.2.2 Changements de principes comptables

Depuis le 1^{er} janvier 2000, les titres sont enregistrés à leur valeur de marché. Le bénéfice non réalisé au 31 décembre 2000 sur les titres atteignait 6 840 francs suisses et a été transféré à la réserve pour risques financiers.

Un autre changement en 2000 concerne le reclassement des actions avec financement provisoirement déficitaire et des contributions affectées par les donateurs. Ces deux positions figurent maintenant sous la rubrique des réserves comme Financement des actions en cours.

4.2.3 Liquidités

Le CICR considère comme liquidités l'argent en caisse, les montants dus par les banques et les dépôts à court terme.

4.2.4 Titres

Depuis le 1^{er} janvier 2000, les titres sont présentés à leur valeur de marché.

4.2.5 Débiteurs

La comptabilisation des différents débiteurs est réalisée comme suit:

- Les promesses de dons sont enregistrées au moment de la confirmation écrite
- Pour les Sociétés nationales et les sociétés commerciales, au moment où le service est livré ou la dépense de base réalisée ou lors du transfert de propriété.

Une provision pour les montants non versés a été créée afin de couvrir les risques potentiels.

4. NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2000

4.2.6 Stocks

Les stocks gérés au siège et au centre de distribution principal de Nairobi sont considérés comme stocks non affectés et sont valorisés au prix d'achat. Les dépenses sont comptabilisées au moment de la livraison ou de la consommation de ces stocks.

Les stocks détenus dans les autres lieux sont considérés comme engagements et figurent dans les dépenses.

4.2.7 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les actifs sont capitalisés s'ils sont utilisés exclusivement pour le CICR et si leur valeur, considérée individuellement, se situe au-delà des limites suivantes :

- | | |
|---------------------------------|-------------|
| • Terrains et immeubles | tous |
| • Équipement et véhicules | CHF 10 000 |
| • Immobilisations incorporelles | CHF 500 000 |

Durée d'amortissement linéaire :

	en Suisse	dans d'autres pays
Terrains et immeubles	50 ans	10 ans
Installations fixes	10 ans	10 ans
Équipement et véhicules	5 ans	5 ans
Équipement informatique	3 ans	3 ans
Logiciels	5 ans	5 ans

4.2.8 Financement des actions en cours

Actions avec financement temporairement déficitaire

Ce poste représente les dépenses sur le terrain qui n'ont pas encore été financées par des contributions reçues ou promises au 31 décembre 2000.

Contributions affectées par les donateurs

Certaines contributions reçues par le CICR sont affectées à un usage spécifique. A la fin de l'exercice comptable, de tels fonds qui n'ont pas encore été dépensés sont enregistrés sous ce titre. Au cas où ces fonds ne peuvent pas être utilisés, soit le CICR obtient un accord pour une réattribution, soit les fonds sont remboursés au donateur.

4.2.9 Réserves affectées par l'Assemblée

Réserve pour financement d'actions futures

Ce poste contient la réserve pour le financement d'opérations. Le montant idéal de cette réserve est estimé à deux mois et demi de dépenses en espèces sur les cinq dernières années.

Réserve pour risques opérationnels

Cette rubrique concerne les réserves relatives à l'assurance d'équipements pour délégations et aux contentieux commerciaux.

Réserve pour financement d'actifs

Les fonds réservés aux immobilisations corporelles et incorporelles permettent au CICR de procéder aux investissements indispensables à son fonctionnement indépendamment des fluctuations du financement à court terme.

Réserve pour risques financiers

Cette réserve couvre les risques de change et la fluctuation de valeur des titres.

Réserve liée à la gestion des ressources humaines

Cette réserve permet de couvrir les engagements pris par le CICR dans le cadre de la convention collective de travail (CCT).

4. NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2000

Réserve pour projets spécifiques

Cette réserve permet d'anticiper le coût des projets à venir comme la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et les études concernant l'emblème.

4.2.10 Comptabilisation des contributions

Les promesses de dons sont comptabilisées à réception d'un document écrit du donneur.

Les contributions basées sur des contrats pour des projets spécifiques (exemples : Union européenne, projets délégués aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) sont prises en compte au moment où la dépense est réalisée.

Les contributions suivantes sont comptabilisées lors de la réception des fonds :

- Contributions de sources privées, associations et entreprises
- Legis
- Dons.

Les contributions en nature (marchandises) et en services (moyens de transport et locaux mis à disposition) sont prises en compte lors de la réception de la marchandise ou du service. Pour chaque contribution reçue, un montant identique est enregistré en dépense et en recette.

Les contributions en nature d'immobilisations corporelles sont enregistrées dans la rubrique autres recettes avec une contre-valeur dans l'actif immobilisé. Le CICR distingue ces contributions des autres contributions en nature, car il n'y a pas de montant identique comptabilisé dans les comptes de dépenses. L'amortissement figure dans la rubrique des dépenses opérationnelles de la même manière que pour les immobilisations acquises.

La valeur des contributions en nature est déterminée par une estimation de la valeur fournie par le donneur, y compris les coûts de transport jusqu'à la destination finale. La valeur marchande ne doit pas être dépassée.

La valeur des contributions en services sous forme de personnel mis à disposition est estimée en fonction du coût réel ainsi évité. Pour le personnel mis à disposition, la valeur estimée est celle du salaire et des charges sociales payées par le CICR pour la fonction concernée. De ce montant, tous les frais de personnel payés par le CICR aux personnes concernées ou à leur employeur sont déduits afin d'obtenir la valeur enregistrée du service.

4.2.11 Conversion en monnaies étrangères

Les actifs et passifs monétaires sont convertis en francs suisses aux cours retenus pour la clôture annuelle. Les éléments du compte de dépenses et recettes sont convertis aux taux de change mensuels. Les différences de change réalisées et non réalisées sont incluses sous les rubriques autres recettes et autres dépenses. Le résultat net de change est attribué à la réserve pour risques financiers.

Les principaux taux de change sont les suivants :

	Taux de clôture		Taux moyen	
	2000	1999	2000	1999
USD	1,6200	1,5870	1,6854	1,4968
DEM	0,7772	0,8199	0,7977	0,8187
GBP	2,3900	2,5600	2,5500	2,4150
FRF	0,2317	0,2445	0,2379	0,2441
EUR	1,5200	1,6035	1,5601	1,6012

4. NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2000

4.3 Informations complémentaires relatives aux états financiers

La composition des principaux postes du bilan est détaillée ci-après. Tous les chiffres sont exprimés en milliers de francs suisses et représentent une consolidation des données financières du siège et du terrain.

	2000	1999
4.3.1 Liquidités		
Caisse et comptes courants bancaires	22 596	44 900
Dépôts à terme	21 835	40 761
	44 431	85 661
4.3.2 Titres		
Titres	33 519	25 978
Autres actifs réalisables	7 396	3 869
	40 915	29 847
<i>Valeur boursière des titres</i>	<i>40 915</i>	<i>36 039</i>
4.3.3 Débiteurs		
Promesses de dons	127 920	133 332
Créances commerciales	980	5 535
Gouvernements	12	33
Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, organisations, fondations et fonds divers	5 112	11 941
Taxes et impôts anticipés	559	134
Dépôts de garantie	948	841
Engagements sociaux	2 241	1 715
Fournisseurs payés d'avance	285	1 416
Avances de frais de mission aux collaborateurs	3 419	3 195
Provision pour débiteurs	-10 210	-9 460
	131 266	148 682
4.3.4 Stocks		
Stocks	20 488	16 867
Provision pour amortissement	0	-2 000
	20 488	14 867
Répartition par catégorie de marchandises :		
– Matériel de secours	3 356	4 641
– Matériel médical et orthopédique	6 177	4 875
– Matériel pour le traitement des eaux et assainissement	3 303	3 495
– Matériel divers	7 652	3 856
	20 488	16 867

4. NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2000

4.3.5 Immobilisations corporelles et incorporelles

Valeur historique d'acquisition

	Terrains et immeubles	Équipement et véhicules	Immobili- sations incorporelles, logiciels	Travaux en cours	Total
Solde au 31 décembre 1999	43 946	109 031	12 640	15 662	181 279
Reclassement		-2 766			-2 766
Investissements		9 880		6 894	16 774
Désinvestissements		-6 928	-6 931		-13 859
Ajustements/transferts		727	14 371	-15 087	11
Solde au 31 décembre 2000	43 946	109 944	20 080	7 469	181 439
Amortissements cumulés et ajustements de valeur					
Solde au 31 décembre 1999	-12 129	-76 979	-4 764	0	-93 872
Reclassement		2 338			2 338
Charge annuelle	-1 325	-13 308	-5 248		-19 881
Désinvestissements		5 678	5 192		10 870
Solde au 31 décembre 2000	-13 454	-82 271	-4 820	0	-100 545
Valeur comptable nette au 31 décembre 2000	30 492	27 673	15 260	7 469	80 894
Valeur comptable nette au 31 décembre 1999 (après reclassement)	31 817	32 052	7 876	15 662	87 407

4.3.6 Créditeurs

	2000	1999
Gouvernements	11 504	10 745
Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, organisations, fondations et fonds divers	373	1 260
Fournisseurs	16 828	29 831
Salaires	2 637	0
Engagements et charges sociales	32 873	38 014
Créance relative aux vacances du personnel	20 827	21 686
Créditeurs divers	542	1 403
	85 584	102 939

4.3.7 Passif transitoire

Passif transitoire	17 677	16 827
Contributions reçues d'avance	1 353	18
	19 030	16 845

4.3.8 Passif exigible à long terme

Les passifs exigibles à long terme présentent les échéances suivantes :

- 12 mois	392	200
- 1 à 5 ans	1 568	800
- plus de 5 ans	14 059	9 122

Un emprunt de 7 900 francs suisses concerne un immeuble du siège à Genève. Les intérêts versés se sont élevés à 413 francs suisses en 2000 (425 francs suisses en 1999).

Un autre emprunt libre d'intérêts a été octroyé pour le nouveau centre de formation situé à Versoix, dans le canton de Genève.

4. NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2000

4.3.9 Financement des actions en cours

a. Actions avec financement provisoirement déficitaire	2000	1999
Soldes non affectés reportés au niveau d'un pays	33 950	17 529
Soldes affectés reportés au niveau d'un pays	269	1 172
	34 219	18 701

Les actions avec financement déficitaire sont considérées comme telles dès que les contributions ne couvrent pas les dépenses. Les contributions versées pour une action spécifique au niveau d'un pays sont définies comme non affectées. En dessous de ce niveau, elles sont considérées comme affectées.

b. Contributions affectées par les donateurs

Soldes non affectés au niveau d'un pays	808	20 720
Soldes affectés reportés au niveau d'un pays	4 326	5 587
	5 134	26 307

Les contributions versées pour une action spécifique au niveau d'un pays sont définies comme non affectées. En dessous de ce niveau, elles sont considérées comme affectées.

Les contributions affectées à un usage spécifique par les donateurs et qui sont supérieures aux dépenses liées sont reportées sur l'année suivante. Si le CICR est confronté à un surfinancement pour une action spécifique, une autre action peut être suggérée au donateur; ce dernier peut également demander le remboursement de la contribution. En 2000, des contributions pour un montant de 347 francs suisses ont été remboursées (405 francs suisses en 1999).

4.3.10 Réserves affectées par l'Assemblée

	Réserve pour financement d'actions futures	Réserve pour risques opérationnels	Réserve pour financement d'actifs	Réserve pour risques financiers	Réserve liée aux ressources humaines	Réserve pour projets spécifiques	Total
Solde au 31 décembre 1999	94 000	10 323	82 871	9 881	5 757	1 585	204 417
Changement de principes comptables (voir 4.2.2)				6 840			6 840
Utilisations			-428	-8 930	-1 617	-545	-11 520
Attributions			2 202	5 151	995		8 348
Solde au 31 décembre 2000	94 000	10 323	84 645	12 942	5 135	1 040	208 085

La réserve pour actions futures est destinée à couvrir le financement insuffisant d'opérations. Le montant idéal de cette réserve est estimé à une moyenne de deux mois et demi de dépenses en espèces sur les cinq dernières années. Le niveau théorique s'élèvera à 136 553 francs suisses.

4.3.11 Dépenses opérationnelles en espèces, nature et services

	Espèces	Nature	Services	Total
Personnel	293 529		25 372	318 901
Missions	30 867			30 867
Locaux et équipements	57 441		117	57 558
Transport	91 137			91 137
Assistance aux victimes	185 846	56 196		242 042
Assistance financière aux Sociétés nationales et tiers	44 609			44 609
Fournitures générales et prestations de services	77 549			77 549
Amortissements	20 189			20 189
Augmentation de la provision pour débiteurs	750			750
Total	801 917	56 196	25 489	883 602

4. NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2000

4.3.12 Frais de personnel

	2000	1999
Salaires	232 335	206 576
Charges et assurances sociales	61 194	53 458
Services (personnel mis à disposition)	25 372	20 540
	318 901	280 574

a. Plan de prévoyance en faveur du personnel

Conformément au droit suisse, les cotisations de prévoyance en faveur du personnel travaillant au siège ou sur le terrain et recruté à Genève sont versées à une entité juridique séparée. Les chiffres suivants au 1^{er} janvier 2000 donnent un aperçu du plan de prévoyance qui est calculé en primauté de cotisations et escompté avec un taux actuariel de 4% :

Valeur actuelle des engagements financiers	-448 600
Valeur de marché des investissements	467 300
Excédent du plan	18 700

Dans les autres pays où le CICR est actif, la plupart des employés sont citoyens du pays hôte. Ces employés sont généralement soumis aux assurances sociales locales.

b. Prestations pour retraites anticipées

Le CICR a mis en œuvre un projet dont l'objectif est de rendre possible une pré-retraite à 57 ans au lieu de 62 pour le personnel travaillant au siège à Genève ou sur le terrain et recruté à Genève. Ce régime est révocable en tout temps. Les engagements financiers futurs qui résultent de ce projet sont financés par le CICR et sont inclus dans la rubrique *Créanciers* pour un montant de 8 386 francs suisses.

c. Indemnités de départ pour employés engagés localement hors de Suisse

Le CICR travaille dans un domaine d'activités où les délégations sont parfois fermées dans un délai très court. A cet effet, le CICR a établi un plan d'indemnités de départ qui consiste à payer, selon certaines conditions, une somme aux employés avant leur départ. Au 31 décembre 2000, ce plan représentait 15 247 francs suisses et figure dans la rubrique *Créanciers*.

d. Prestations de formation – Fondation Avenir

La Fondation Avenir, établie à l'initiative du CICR, a pour but de favoriser le maintien de la capacité professionnelle et de favoriser la réinsertion professionnelle du personnel travaillant au siège ou sur le terrain et recruté à Genève sous contrat à durée indéterminée. En 2000, la contribution du CICR à cette Fondation a été de 6 725 francs suisses et des prestations pour un montant de 4 091 francs suisses ont été payées par la Fondation Avenir. De plus, le CICR a réalisé en 2000 des dépenses directes de 2 342 francs suisses pour la formation professionnelle de son personnel.

Le personnel employé localement par les délégations bénéficie de prestations sociales en conformité avec la législation du pays concerné.

4.3.13 Immobilisations louées

Les immobilisations louées sont considérées comme des dépenses de location dans un but opérationnel et sont comptabilisées dans le compte de dépenses et recettes au moment de leur réalisation. Les dépenses de location sont les suivantes :

	2000	1999
Locaux et équipement	28 584	25 284
Transports	71 596	65 234
Total	100 180	90 518

Les engagements relatifs à des locations présentent les échéances suivantes :

– 12 mois	7 558
– entre 1 et 5 ans	3 651
– plus de 5 ans	1 528
Total	12 737

Les recettes relatives à des locations présentent les échéances suivantes :

– 12 mois	604
– entre 1 et 5 ans	33
– plus de 5 ans	0
Total	637

4. NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2000

4.4 Autres indications

4.4.1 Impôts

Le CICR est exempté d'impôts en Suisse et dans la plupart des pays où sont basées ses délégations.

4.4.2 Instruments financiers

Le CICR recourt à des contrats de change à terme afin de se prémunir contre le risque de change découlant de certaines contributions promises. En fin d'exercice, les positions suivantes sont ouvertes :

	2000	1999
Contrats de change à terme	23 280	0
– achat de devises étrangères	–23 239	0

4.4.3 Financement du soutien direct apporté par le siège

Pour le financement du soutien direct apporté par le siège aux opérations réalisées sur le terrain, le CICR ajoute une charge de 6,5% à toutes les dépenses en espèces et services comptabilisées dans la structure financière terrain. Ce soutien du siège est indispensable pour la réalisation des opérations sur le terrain dans des domaines tels que les ressources humaines, la finance, la logistique et les systèmes d'information.

Le financement du soutien direct apporté par le siège se présente comme suit au cours des deux dernières années en matière de dépenses :

	Siège	Terrain	Total
<i>En 2000</i>			
Dépenses opérationnelles	144 500	739 102	883 602
Financement du soutien direct apporté par le siège	0	44 071	44 071
Total des dépenses	144 500	783 173	927 673
<i>En 1999</i>			
Dépenses opérationnelles	149 322	674 656	823 978
Financement du soutien direct apporté par le siège	0	38 448	38 448
Total des dépenses	149 322	713 104	862 426

Le revenu du soutien direct apporté par le siège se présente comme suit :

	Siège	Terrain	Total
<i>En 2000</i>			
Contributions	115 308	721 031	836 339
Financement du soutien direct apporté par le siège	44 071	0	44 071
Total des recettes	159 379	721 031	880 410
<i>En 1999</i>			
Contributions	117 167	718 812	835 979
Financement du soutien direct apporté par le siège	38 448	0	38 448
Total des recettes	155 615	718 812	874 427

LETTER DE L'ORGANE EXTERNE DE CONTRÔLE



Révision

KPMG Fides Peat
14, chemin De-Normandie
CH-1206 Genève

Case postale 361
CH-1211 Genève 25

Téléphone +41 22 704 15 15
Fax +41 22 347 73 43
www.kpmg.com

Rapport de la société externe de révision à l'Assemblée des membres du

Comité International de la Croix-Rouge

En notre qualité de société de révision externe, nous avons vérifié la comptabilité et les comptes annuels (bilan, compte de d'exploitation et flux de trésorerie, et annexe) du Comité International de la Croix-Rouge pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2000.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels incombe au Comité alors que notre mission consiste à vérifier ces comptes et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales de qualification et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les normes de la profession en Suisse. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes annuels et les indications fournies dans ceux-ci en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la présentation des comptes, les décisions significatives en matière d'évaluation, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

KPMG Fides Peat

David J W Colledge
Chartered Accountant

Stéphane Gard
Expert-comptable diplômé

Genève, le 3 mai 2001

Annexes :

- Comptes annuels (bilan, compte de d'exploitation et flux de trésorerie, et annexe)



Member Firm of
KPMG International

Membre de la Chambre fiduciaire

5. DÉPENSES DE LA STRUCTURE

APPEL ET DÉPENSES

(en milliers de francs suisses)

	Assemblée, présidence et contrôle de gestion		Direction		Opérations		Afrique		Asie &
	Appel	Dépenses	Appel	Dépenses	Appel	Dépenses	Appel	Dépenses	Appel
PROTECTION									
Protection (programme général)	-		38	1 653	3 443	7 007	280	3 039	
Respect des populations civiles	-		-	161	139	96	195	96	
Respect des personnes privées de liberté	-		-	146	664	299	1 396	153	
Rétablissement des liens familiaux	4		3	283	306	98	897	99	
Personnes disparues	-		-	100	40	98	3	98	
ASSISTANCE									
Assistance (programme général)	17	-	473	841	339	1 384	7 838	439	2 996
Sécurité économique	-		2	82	742	554	4 233	249	
Eau et habitat	-		-	30	289	633	1 636	183	
Services de santé	-		313	416	387	1 147	1 170	2 323	398
Orthopédique et prothèses	-		2	217	589	230	174	137	
PRÉVENTION									
Prévention (programme général)	506	10	105	769	134	201	241	35	
Développement du DIH	269	-	185	72	216	6		53	
Mise en œuvre du DIH	153	346		58		19	444	343	194
Diffusion et information	296	254	1 182	2 635	2 336	776	3 009	1 328	1 812
Mines et autres armes	-		171	85		10		25	
COOPÉRATION AVEC LES SOCIÉTÉS NATIONALES									
PROGRAMME GÉNÉRAL	5 141	4 591	21 247	18 139	9 319	9 791	2 797	12 330	1 151
TOTAL	6 382	5 266	23 760	23 069	15 480	19 626	24 864	26 451	11 228
Prise en charge des risques									
Modification de la provision pour débiteurs									
TOTAL	6 382	5 266	23 760	23 069	15 480	19 626	24 864	26 451	11 228
Les coûts des unités de soutien à Genève pour le terrain et pour le siège sont inclus dans le tableau ci-dessus comme suit :									
Systèmes d'information									
Logistique									
Ressources humaines									
Finances et administration									
Ressources extérieures									
Total									

FINANCIÈRE SIÈGE EN 2000

Pacifico Dépenses	Amérique latine & Caraïbes		Europe & Amérique du Nord		Moyen-Orient & Afrique du Nord		Droit, doctrine et coopération au sein du Mouvement		Communication		Total	
	Appel	Dépenses	Appel	Dépenses	Appel	Dépenses	Appel	Dépenses	Appel	Dépenses	Appel	Dépenses
336	2 872	61	3 496	397	3 770	276	-	37	8	21 837	4 876	
196	96	553	157	23	96	338	-	-	1	702	1 445	
631	153	364	165	319	177	1 060	-	4	-	1 093	4 438	
269	99	136	159	326	99	628	458	381	-	1 295	2 950	
36	99	3	99	140	99	51	-	-	-	593	273	
301	551	86	2 989	379	1 929	211	-	-	-	17 132	3 641	
1 191	71	888	249	3 868	71	92	-	-	-	1 276	11 016	
556	50	70	256	687	156	444	-	-	-	1 308	3 682	
1 158	87	469	299	1 050	125	416	-	-	17	2 779	6 996	
357	34	7	23	248	92	85	-	-	-	733	1 462	
27		12	275	87	35	3 668	2 635	1 769	712	6 698	4 523	
5		1		53	8	2 551	2 251		17	3 221	2 466	
376	178	334	441	673	204	266	3 277	3 890	1 803	4 891	8 108	
522	2 224	618	1 780	1 318	446	600	1 384	1 663	15 230	12 980	29 699	
61		3		195		27	1 686	852	2	90	1 859	1 348
514	130	360	280	595	190	498	1 505	1 903	124	1	3 363	4 782
4 638	685	955	2 229	5 195	810	1 600	1 465	1 641	1 138	170	45 982	59 050
11 174	7 329	4 920	12 897	15 553	8 264	6 635	15 994	15 257	18 263	15 799	144 461	143 750
											750	
11 174	7 329	4 920	12 897	15 553	8 264	6 635	15 994	15 257	18 263	15 799	144 461	144 500
											15 380	14 728
											8 921	12 585
											16 126	14 813
											20 857	21 240
											6 490	8 576
											67 774	71 942

y compris projets délégués
(en milliers de francs suisses)

6. DÉPENSES ET RECETTES DE LA

	BUDGET						DÉPENSES (en espèces -	
	Initial complété (appel d'urgence)	Transferts	Final	Protection	Assistance	Prévention	Coopération avec Sociétés nationales	Participation aux frais généraux
Afrique								
Angola	61 934	-	61 934	2 288	42 467	1 282	160	2 312
Burundi	8 740	2 277	11 017	825	5 326	339	52	437
Érythrée et Éthiopie (conflit international)	24 970	28 224	53 194	7 205	39 960	1 295	1 932	2 865
Libéria	1 729	-	1 729	190	745	458	173	96
Ouganda	16 458	-	16 458	1 392	8 242	650	505	767
République démocratique du Congo	55 052	-	55 052	7 058	26 498	1 165	2 077	2 349
République du Congo	18 831	-	18 831	512	8 048	522	73	580
Rwanda	43 263	-	43 263	13 263	17 101	1 869	232	2 369
Sierra Leone	14 450	8 541	22 991	724	16 310	492	795	1 134
Somalie	33 806	-	33 806	581	23 546	487	1 330	1 476
Soudan	41 480	-	41 480	1 551	27 550	874	1 989	2 111
Abidjan, délégation régionale	4 349	-	4 349	1 106	875	1 420	805	330
Dakar, délégation régionale	2 767	-	2 767	310	275	717	447	129
Harare, délégation régionale	2 887	-	2 887	694	477	808	741	187
Lagos, délégation régionale	2 420	-	2 420	98	795	925	550	142
Nairobi, délégation régionale	9 530	-	9 530	1 292	4 996	1 913	2 395	655
Pretoria, délégation régionale	2 765	-	2 765	241	55	727	670	161
Yaoundé, délégation régionale	2 489	-	2 489	683	369	493	543	144
Total Afrique	347 920	39 042	386 962	40 013	223 635	16 436	15 469	18 244
Asie et Pacifique								
Afghanistan	48 987	-	48 987	2 484	37 058	1 994	2 402	2 581
Myanmar	6 515	-	6 515	2 794	1 874	323	14	327
Pakistan	2 662	-	2 662	300	776	558	472	477
Sri Lanka	15 700	-	15 700	6 826	7 279	1 169	712	1 076
Tadjikistan	4 335	-	4 335	17	1 665	1 097	340	250
Timor oriental	16 946	-	16 946	1 666	13 600	159	102	915
Bangkok, délégation régionale	7 476	-	7 476	1 906	1 619	1 717	910	455
Djakarta, délégation régionale	11 756	-	11 756	1 272	4 014	1 401	975	636
Manille, délégation régionale	3 302	-	3 302	1 231	1 859	1 107	518	399
New Delhi, délégation régionale	9 946	-	9 946	4 916	816	1 417	871	569
Tashkent, délégation régionale	3 312	-	3 312	116	17	1 931	598	161
Total Asie et Pacifique	130 937	-	130 937	23 528	70 577	12 873	7 914	7 846
Amérique latine et Caraïbes								
Colombie	25 466	-	25 466	6 850	12 130	2 636	1 986	1 624
Mexique	7 500	-	7 500	645	3 056	573	681	329
Pérou	6 786	-	6 786	2 771	1 797	702	271	371
Brasilia, délégation régionale	3 761	-	3 761	6	0	2 125	587	165
Buenos Aires, délégation régionale	1 927	-	1 927	111	14	1 098	260	167
Guatemala City, délégation régionale	7 157	-	7 157	75	1 227	2 563	1 897	393
Total Amérique latine et Caraïbes	52 597	-	52 597	10 458	18 224	9 697	5 682	3 049

STRUCTURE FINANCIÈRE TERRAIN EN 2000

nature - services)

RECETTES (en espèces - nature - services)

REPORTS DES OPÉRATIONS

Programme général	Total dépenses				Total recettes	Total des actions excédentaires 1999	REPORTS DES OPÉRATIONS			
		en espèces	en nature	en services			Total des actions déficitaires 1999	Corrections et transferts	Actions excédentaires 2000	Actions déficitaires 2000
1 604	50 113	34 141	13 178	708	48 027	203	-	(396)		(2 279)
348	7 327	6 206	-	187	6 393	-	-			(934)
735	53 992	48 564	4 429	871	53 864	-	(1 999)	57		(2 070)
73	1 735	1 503	90	-	1 593	128	-	14		
684	12 240	10 795	185	311	11 291	-	(709)	2		(1 656)
1 038	40 185	39 988	120	330	40 438	-	(2 369)	(80)	1 499	(3 695)
173	9 908	9 891	101	37	10 029	-	(1 309)	807		(381)
535	35 369	31 361	151	362	31 874	-	(363)	2		(3 856)
585	20 040	18 414	1 100	518	20 032	-	-	8		
151	27 571	25 494	59	170	25 723	-	(992)	30		(2 810)
1 331	35 406	30 080	334	3 687	34 101	-	(2 608)	98		(3 815)
451	4 987	4 835	75	99	5 009	-	-	(22)		
318	2 196	2 186	-	10	2 196	-	-			
304	3 211	2 711	-	46	2 757	941	-		487	
31	2 541	2 447	90	4	2 541	-	-			
567	11 818	11 368	117	330	11 815	-	-	3		
615	2 469	2 399	-	70	2 469	-	-			
165	2 397	2 397	-	-	2 397	-	-			
9 708	323 505	284 780	20 029	7 740	312 549	1 272	(10 349)	523	1 986	(21 496)
1 810	48 329	38 667	313	1 442	40 422	7 271	-	258	407	(785)
212	5 544	5 175	-	265	5 440	-	(435)			(539)
178	2 761	2 690	-	71	2 761	-	-			
699	17 761	16 332	128	863	17 323	-	-			(438)
486	3 855	3 564	21	267	3 852	-	-	3		
683	17 125	15 103	62	1 924	17 089	-	-	(1 605)		(1 641)
659	7 266	7 098	38	130	7 266	760	-	(638)	122	
280	8 578	6 806	-	403	7 209	-	(421)	1 790		
605	5 719	5 688	-	199	5 887	-	-	(168)		
365	8 954	8 780	-	173	8 953	-	-	1		
274	3 097	3 031	-	66	3 097	-	-			
6 251	128 989	112 934	562	5 803	119 299	8 031	(856)	(359)	529	(3 403)
1 430	26 656	27 549	189	1 114	28 852	-	(3 416)			(1 220)
299	5 583	3 853	-	59	3 912	-	-			(1 671)
314	6 226	5 589	-	-	5 589	-	(446)			(1 083)
212	3 095	3 095	-	-	3 095	-	-			
495	2 145	1 954	49	142	2 145	-	-			
452	6 607	5 752	-	62	5 814	127	-			(666)
3 202	50 312	47 792	238	1 377	49 407	127	(3 862)	-	-	(4 640)

6. DÉPENSES ET RECETTES DE LA

y compris projets délégués
(en milliers de francs suisses)

	Initial complété (appel d'urgence)	BUDGET				DÉPENSES (en espèces - Coopération		
		Transferts	Final	Protection	Assistance	Prévention	avec Sociétés nationales	Participation aux frais généraux
Europe et Amérique du Nord								
Albanie	1 690	-	1 690	679	51	519	107	83
Arménie	5 624	-	5 624	476	1 471	1 019	162	196
Azerbaïdjan	4 252	576	4 828	707	2 108	669	120	221
Bosnie-Herzégovine	14 754	-	14 754	2 650	5 288	2 195	2 231	774
Géorgie	14 154	-	14 154	1 356	9 963	1 523	148	860
Macédoine (ex-Rép. yougoslave de)	1 677	-	1 677	382	9	416	107	262
République fédérale de Yougoslavie	151 799	-	151 799	7 321	120 869	1 873	2 929	6 481
Budapest, délégation régionale	6 393	-	6 393	855	23	2 517	1 006	455
Kyiv, délégation régionale	2 514	-	2 514	4	-	1 408	399	109
Moscou, délégation régionale	41 139	-	41 139	733	21 669	5 895	3 998	1 969
Washington, délégation régionale	1 287	-	1 287	15	8	213	69	124
Bad Arolsen	-	472	472	242	-	-	-	16
Bruxelles	2 018	-	2 018	-	-	547	142	78
New York	2 278	-	2 278	-	-	924	-	139
Paris	849	-	849	-	-	473	70	64
Total Europe et Amérique du Nord	250 428	1 048	251 476	15 420	161 459	20 191	11 488	11 831
Moyen-Orient et Afrique du Nord								
Égypte	1 411	-	1 411	8	-	1 054	123	129
Irak	27 189	-	27 189	2 513	17 062	626	228	1 282
Iran	546	-	546	267	-	52	4	17
Israël, territoires occupés et territoires autonomes	14 962	-	14 962	8 164	617	1 755	2 989	875
Jordanie	1 762	-	1 762	472	2	581	54	136
Liban	4 154	2 159	6 313	1 400	2 339	343	194	286
Syrie	855	-	855	117	-	461	54	45
Yémen	1 437	-	1 437	572	350	426	2	74
Koweït, délégation régionale	2 481	-	2 481	1 111	-	363	154	112
Tunis, délégation régionale	4 671	-	4 671	911	178	294	866	146
Total Moyen-Orient et Afrique du Nord	59 468	2 159	61 627	15 535	20 548	5 955	4 668	3 102
Réserve budgétaire	66 213	(5 484)	60 729					
Appels spéciaux								
TOTAL TERRAIN	907 563	36 765	944 328	104 954	494 443	65 152	45 221	44 072

STRUCTURE FINANCIÈRE TERRAIN EN 2000

nature - services)

RECETTES (en espèces - nature - services)

REPORTS DES OPÉRATIONS

Programme général	Total dépenses	en espèces	en nature	en services	Total recettes	Total des actions excédentaires 1999	des actions déficitaires 1999	Corrections et transferts	Actions excédentaires 2000	Actions déficitaires 2000
324	1 763	1 736	-	-	1 736	258	(231)	78		(767)
260	3 584	2 601	38	100	2 739	-	-	67		(737)
121	3 946	3 018	-	124	3 142	-	-	16		
594	13 732	13 463	250	3	13 716	-	-	(703)		(928)
654	14 504	12 687	734	586	14 007	272	-		97	
271	1 447	1 401	-	143	1 544	-	-	30	1 110	
1 283	140 756	91 808	30 613	7 384	129 805	10 982	-	680	711	
415	5 271	4 759	-	378	5 137	1 214	-			
140	2 060	2 060	-	-	2 060	-	-			
737	35 001	30 190	3 362	259	33 811	1 124	-	66		
1 266	1 695	1 695	-	-	1 695	-	-			
	258	258	-	-	258	-	-			
472	1 239	1 239	-	-	1 239	-	-			
1 611	2 674	2 686	-	-	2 686	-	-	1	13	
360	967	912	-	55	967	-	-			
8 508	228 897	170 513	34 997	9 032	214 542	13 850	(231)	235	1 931	(2 432)
18	1 332	1 332	-	-	1 332	-	-			
150	21 861	21 518	287	214	22 019	-	(719)	18		(543)
4	344	344	-	-	344	-	-			
576	14 976	13 657	83	100	13 840	-	(567)			(1 703)
124	1 369	1 369	-	-	1 369	-	-			
85	4 647	4 643	-	-	4 643	-	-	4		
129	806	814	-	-	814	-	-	(8)		
141	1 565	1 458	-	107	1 565	-	-			
213	1 953	1 953	-	-	1 953	-	-			
222	2 617	2 617	-	-	2 617	-	-			
1 662	51 470	49 705	370	421	50 496	-	(1 286)	14	-	(2 246)
			681		681	910		(910)	681	
29 331	783 173	666 405	56 196	24 373	746 974	24 190	(16 584)	(497)	5 127	(34 217)

7. CONTRIBUTIONS EN 2000

(en francs suisses)

7.0 Résumé de toutes les contributions

	Appel siège	Appel d'urgence	Ajustements année précédente	Total en espèces	Total en nature	Total en services	Sous-total	Total des immobilisations	Total général
7.1 Gouvernements	110 791 773	506 072 675	-561 777	616 302 671	17 523 755	2 613 085	636 439 511	46 376	636 485 887
7.2 Commission européenne	80 856	41 732 316	-378 235	41 434 937			41 434 937		41 434 937
7.3 Organisations internationales		127 994		127 994	107 626		235 620		235 620
7.4 Organisations supranationales		89 200		89 200			89 200		89 200
7.5 Sociétés nationales	6 734 798	62 378 146	-1 001 018	68 111 926	36 021 436	22 876 080	127 009 442	545 408	127 554 850
7.6 Collectivités publiques	145 000	3 235 500		3 380 500			3 380 500		3 380 500
7.7 Sources privées	1 438 966	23 766 135		25 205 101	2 542 788		27 747 889	68 666	27 816 555
Transfert de la contribution du gouvernement suisse	-5 000 000	5 000 000							
Total général	114 191 393	642 401 966	-1 941 030	754 652 329	56 195 605	25 489 165	836 337 099	660 450	836 997 549

7. CONTRIBUTIONS EN 2000

(en francs suisses)

7.1 Gouvernements

	Appel siège	Appel d'urgence	Ajustements année précédente	Total en espèces	Total en nature	Total en services	Sous-total	Total des immobilisations	Total général
Afrique du Sud	70 600	354 200		424 800			424 800		424 800
Allemagne	1 232 622	9 175 149	-20 637	10 387 134	3 399 731		13 786 865		13 786 865
Arabie saoudite	333 900			333 900			333 900		333 900
Argentine	215 613			215 613			215 613		215 613
Australie	2 313 000	7 998 268		10 311 268			10 311 268		10 311 268
Autriche	683 750	958 084		1 641 834			1 641 834		1 641 834
Bahamas	17 262			17 262			17 262		17 262
Belgique	1 055 035	4 993 691		6 048 726			6 048 726		6 048 726
Belize	1 587			1 587			1 587		1 587
Bhoutan	19 907			19 907			19 907		19 907
Bulgarie	25 000			25 000			25 000		25 000
Cambodge	20 202			20 202			20 202		20 202
Canada	2 358 752	18 569 053		20 927 805	195 549	1 295 338	22 418 692		22 418 692
Chili	61 040			61 040			61 040		61 040
Chine	490 000			490 000			490 000		490 000
Chypre	80 000			80 000			80 000		80 000
Colombie	238 050			238 050			238 050		238 050
Corée, République de	507 120			507 120			507 120		507 120
Cuba	3 287			3 287			3 287		3 287
Danemark	2 589 600	10 192 900		12 782 500		1 121 315	13 903 815		13 903 815
Dominique	5 571			5 571			5 571		5 571
Égypte	115 960			115 960			115 960		115 960
Émirats arabes unis	82 945			82 945			82 945		82 945
Espagne	500 000	864 448		1 364 448	1 194 551		2 558 999		2 558 999
Estonie	30 724			30 724			30 724		30 724
États-Unis d'Amérique	15 160 581	194 860 353	-541 140	209 479 794	11 717 463	62 096	221 259 353		221 259 353
Fidji	6 690			6 690			6 690		6 690
Finlande	650 550	5 082 055		5 732 605	662 400	134 336	6 529 341		6 529 341
France	1 600 000	6 442 839		8 042 839	75 016		8 117 855	46 376	8 164 231
Grèce	350 000			350 000			350 000		350 000
Grenade	650			650			650		650
Guyane	5 195			5 195			5 195		5 195
Hongrie	50 000	17 437		67 437			67 437		67 437
Inde	19 123			19 123			19 123		19 123
Irlande	191 750	3 662 327		3 854 077			3 854 077		3 854 077
Islande	80 000	19 964		99 964			99 964		99 964
Israël	174 570			174 570			174 570		174 570
Italie	1 395 462	9 398 539		10 794 001			10 794 001		10 794 001
Jamaïque	11 012			11 012			11 012		11 012
Japon	1 297 000	10 658 900		11 955 900			11 955 900		11 955 900
Jordanie	107 040			107 040			107 040		107 040
Liechtenstein	150 000	340 000		490 000			490 000		490 000
Lituunie	2 257			2 257			2 257		2 257
Luxembourg	466 787	2 729 556		3 196 343			3 196 343		3 196 343
Macédoine, ex-République yougoslave de	8 418			8 418			8 418		8 418
Madagascar	117			117			117		117
Malte	15 000			15 000			15 000		15 000
Maurice	15 838			15 838			15 838		15 838

7. CONTRIBUTIONS EN 2000

(en francs suisses)

	Appel siège	Appel d'urgence	Ajustements année précédente	Total en espèces	Total en nature	Total en services	Sous-total	Total des immobilisations	Total général
Mexique	172 620			172 620			172 620		172 620
Monaco	52 000			52 000			52 000		52 000
Mozambique	5 009			5 009			5 009		5 009
Myanmar	50 916			50 916			50 916		50 916
Namibie	1 727			1 727			1 727		1 727
Népal	1 670			1 670			1 670		1 670
Norvège	1 340 320	19 605 195		20 945 515			20 945 515		20 945 515
Nouvelle-Zélande	348 650	394 000		742 650			742 650		742 650
Oman	8 920			8 920			8 920		8 920
Pakistan	16 257			16 257	279 045		295 302		295 302
Panama	47 444			47 444			47 444		47 444
Pays-Bas	1 444 368	47 318 784		48 763 152			48 763 152		48 763 152
Philippines	101 035			101 035			101 035		101 035
Pologne	140 000	86 360		226 360			226 360		226 360
Portugal	200 000			200 000			200 000		200 000
Qatar	55 545			55 545			55 545		55 545
Royaume-Uni	1 728 450	82 378 789		84 107 239			84 107 239		84 107 239
Sainte-Lucie	829			829			829		829
Saint-Marin	40 000			40 000			40 000		40 000
Saint-Siège	8 295	8 295		16 590			16 590		16 590
Samoa	8 290			8 290			8 290		8 290
Seychelles	3 454			3 454			3 454		3 454
Singapour	42 305			42 305			42 305		42 305
Slovaquie	35 000			35 000			35 000		35 000
Sri Lanka	24 884			24 884			24 884		24 884
Suède	2 264 112	37 759 215		40 023 327			40 023 327		40 023 327
Suisse	67 441 000	32 161 761		99 602 761			99 602 761		99 602 761
Tchèque, République	65 000	42 513		107 513			107 513		107 513
Thaïlande	119 332			119 332			119 332		119 332
Trinité-et-Tobago	1 032			1 032			1 032		1 032
Tunisie	12 732			12 732			12 732		12 732
Turquie	15 000			15 000			15 000		15 000
Uruguay	49 740			49 740			49 740		49 740
Venezuela	136 270			136 270			136 270		136 270
Total gouvernements	110 791 773	506 072 675	-561 777	616 302 671	17 523 755	2 613 085	636 439 511	46 376	636 485 887

7. CONTRIBUTIONS EN 2000

(en francs suisses)

7.2 Commission européenne

	Appel siège	Appel d'urgence	Ajustements année précédente	Total en espèces	Total en nature	Total en services	Sous-total	Total des immobilisations	Total général
ECHO	80 856	41 732 316	-378 235	41 434 937			41 434 937		41 434 937
Total Commission européenne	80 856	41 732 316	-378 235	41 434 937			41 434 937		41 434 937

7.3 Organisations internationales

	Appel siège	Appel d'urgence	Ajustements année précédente	Total en espèces	Total en nature	Total en services	Sous-total	Total des immobilisations	Total général
PAM		127,994		127,994	82,358		210,352		210,352
Divers ONU					25,268		25,268		25,268
Total organisations internationales		127,994		127,994	107,626		235,620		235,620

7.4 Organisations supranationales

	Appel siège	Appel d'urgence	Ajustements année précédente	Total en espèces	Total en nature	Total en services	Sous-total	Total des immobilisations	Total général
AG Fund		89,200		89,200			89,200		89,200
Total organisations supranationales		89,200		89,200			89,200		89,200

7. CONTRIBUTIONS EN 2000

(en francs suisses)

7.5 Sociétés nationales

	Appel siège	Appel d'urgence	Ajustements année précédente	Total en espèces	Total en nature	Total en services	Sous-total	Total des immobilisations	Total général
Albanie	1 315			1 315			1 315		1 315
Allemagne	1 162 820	5 075 452	-40 457	6 197 815	5 552 606	2 105 368	13 855 789	114 062	13 969 851
Andorre	1 440				1 440		1 440		1 440
Australie	178 530	267 088		445 618	6 119	2 395 444	2 847 181		847 181
Autriche	65 545	1 915 844		1 981 389	6 158 074	481 815	8 621 278		8 621 278
Bahamas	3 024			3 024			3 024		3 024
Belgique	118 851	5 636 952	-580 165	5 175 638	2 826 438	570 335	8 572 411		8 572 411
Belize	607			607			607		607
Bolivie	809			809			809		809
Bulgarie	1 200			1 200			1 200		1 200
Cambodge	1 620			1 620			1 620		1 620
Cameroun	1 046			1 046			1 046		1 046
Canada	897 842	5 767 549		6 665 391	34 968	238 913	6 939 272		6 939 272
Cap-Vert	1 296			1 296			1 296		1 296
Chili	7 560			7 560			7 560		7 560
Chine	61 600			61 600			61 600		61 600
Chine - Hong Kong		78 440		78 440			78 440		78 440
Corée, République de	184 801			184 801			184 801		184 801
Danemark	101 900	3 169 459		3 271 359	1 536 005	256 070	5 063 434		5 063 434
Égypte	8 699			8 699			8 699		8 699
El Salvador	5 724			5 724			5 724		5 724
Equateur	2 700			2 700			2 700		2 700
Espagne	325 501	3 199 072		3 524 573	299 372	437 332	4 261 277		4 261 277
Estonie	3 338	1 069		4 407			4 407		4 407
États-Unis d'Amérique		7 292 455		7 292 455	1 112 029	678 331	9 082 815	147 961	9 230 776
Éthiopie	5 968			5 968			5 968		5 968
Fidji	809			809			809		809
Finlande	102 060	1 553 351	-26 238	1 629 173	2 920 631	2 833 148	7 382 952		7 382 952
France	536 500	396 616		933 116	397 296	1 410 696	2 741 108		2 741 108
Géorgie	829			829			829		829
Grèce	40 000	160 867		200 867	989 005	282 313	1 472 185		1 472 185
Honduras	2 655			2 655			2 655		2 655
Hongrie	5 000	5 759		10 759			10 759		10 759
Irlande	16 184	212 638		228 822	74 993	494 550	798 365		798 365
Islande	32 975	267 263		300 238		462 533	762 771		762 771
Italie	247 320	4 951 659		5 198 979	565 742	425 939	6 190 660		6 190 660
Japon	1 303 269	3 223 798		4 527 067	118 319	1 023 016	5 668 402		5 668 402
Jordanie	809			809			809		809
Koweit		248 700		248 700			248 700		248 700
Laos	1 315			1 315			1 315		1 315
Lettonie	2 408	2 037		4 445			4 445		4 445
Liechtenstein	16 993	340 357		357 350			357 350		357 350
Luxembourg	28 019	200 000		228 019			228 019		228 019
Macédoine, l'ex-République yougoslave de	303			303			303		303
Malaisie	23 182			23 182			23 182		23 182
Malawi	1 113			1 113			1 113		1 113
Mali	466			466			466		466

¹ Espèces reçues pour immobilisations au siège.

7. CONTRIBUTIONS EN 2000

(en francs suisses)

	Appel siège	Appel d'urgence	Ajustements année précédente	Total en espèces	Total en nature	Total en services	Sous-total	Total des immobilisations	Total général
Malte	648			648			648		648
Maroc	1 590			1 590			1 590		1 590
Maurice	910			910			910		910
Monaco	18 713	82 704		101 417			101 417		101 417
Mongolie	3 125			3 125			3 125		3 125
Mozambique	607			607			607		607
Népal	1 188			1 188			1 188		1 188
Niger	598			598			598		598
Nigéria	2 428			2 428			2 428		2 428
Norvège	235 080	4 752 992		4 988 072	7 132 635	3 167 589	15 288 296		15 288 296
Nouvelle-Zélande	43 090	120 326		163 416		470 500	633 916		633 916
Pakistan	4 653			4 653			4 653		4 653
Palaos	321			321			321		321
Paraguay	1 944			1 944			1 944		1 944
Pays-Bas	238 107	3 107 123		3 345 230	3 536 399	1 496 769	8 378 398		8 378 398
Portugal	43 090	8 720		51 810	7 370		59 180		59 180
Qatar	6 156			6 156			6 156		6 156
République centrafricaine	506			506			506		506
Roumanie	9 200			9 200			9 200		9 200
Royaume-Uni	258 000	5 059 521		5 317 521	936 440	2 240 664	8 494 625	120 000	8 614 625
Sénégal	1 731			1 731			1 731		1 731
Sierra Leone	1 079			1 079			1 079		1 079
Slovaquie	7 081	3 420		10 501			10 501		10 501
Slovénie	7 020			7 020			7 020		7 020
Suède	134 330	4 260 255	-352 732	4 041 853	1 720 225	1 219 524	6 981 602	163 385	7 144 987
Suisse	126 033	1 016 660	-1 426	1 141 267	91 190	185 231	1 417 688		1 417 688
Swaziland	809			809			809		809
Syrie	4 855			4 855			4 855		4 855
Tchèque, République	18 409			18 409	4 980		23 389		23 389
Thaïlande	47 642			47 642			47 642		47 642
Trinité-et-Tobago	2 000			2 000			2 000		2 000
Tunisie	3 082			3 082			3 082		3 082
Uruguay	518			518			518		518
Viet Nam	1 315			1 315			1 315		1 315
Yémen	1 315			1 315			1 315		1 315
Zimbabwe	1 680			1 680			1 680		1 680
Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge				600			600		600
Total Sociétés nationales	6 734 798	62 378 146	-1 001 018	68 111 626	36 021 436	22 876 080	127 009 442	545 408	127 554 850

7. CONTRIBUTIONS EN 2000

(en francs suisses)

7.6 Collectivités publiques

	Total en espèces	Total en nature	Total en services	Total	Total des immobilisations	Total général
Bellinzona	5 000			5 000		5 000
Collex-Bossy	500			500		500
Fribourg, canton de	30 000			30 000		30 000
Genève, canton de	3 000 000			3 000 000		3 000 000
Genève, ville de	100 000			100 000		100 000
Kloten	20 000			20 000		20 000
Lausanne	20 000			20 000		20 000
Vevey	15 000			15 000		15 000
Zurich, canton de	190 000			190 000		190 000
Total collectivités publiques	3 380 500			3 380 500		3 380 500

7. CONTRIBUTIONS EN 2000

(en francs suisses)

7.7 Sources privées

	Total en espèces	Total en nature	Total en services	Total	Total des immobilisations	Total général
Correspondance directe et campagnes de fond	1 996 198			1 996 198		1 996 198
Dons spontanés de particuliers	6 593 538			6 593 538		6 593 538
Donations de fondations/fonds :						
<i>Clare R. Benedict Fund</i>	1 665 713			1 665 713		1 665 713
<i>Fondation Bogette</i>	50 000			50 000		50 000
<i>Fondation en faveur du Comité international de la Croix-Rouge</i>	711 241			711 241		711 241
<i>The Link Foundation</i>	49 767			49 767		49 767
<i>Good Family Foundation</i>	17 249			17 249		17 249
<i>Kolb'sche Familien-Stiftung</i>	10 000			10 000		10 000
<i>Fondation «Louis D.»</i>	1 210 445			1 210 445		1 210 445
<i>Montarina Stiftung</i>	20 000			20 000		20 000
<i>Mosaic Foundation</i>	259 080			259 080		259 080
<i>Fondation Odéon</i>	42 700			42 700		42 700
<i>Fondation Y. & I. Oltramaro</i>	25 000 ¹			25 000		25 000
<i>Fonds Omar El Muktar</i>	402 438			402 438		402 438
<i>Parthenon Trust</i>	5 140 000			5 140 000		5 140 000
<i>Fondation Papioz</i>	25 000			25 000		25 000
<i>Reuters Foundation</i>	13 100			13 100		13 100
<i>RPH-Promotor Stiftung</i>	11 000			11 000		11 000
<i>Fondation Hans Wilsdorf</i>	200 000 ¹			200 000		200 000
<i>Stiftung zur Hilfe vor Ort</i>	19 182			19 182		19 182
<i>Anonymes et autres (au-dessous de CHF 10 000)</i>	43 123			43 123		43 123
Llegs	3 070 103 ²			3 070 103		3 070 103
Donations d'entreprises privées	478 524 ³			478 524		478 524
Donations d'associations de soutien	753 570			753 570		753 570
Donations de partenariats						
<i>PRO CICR</i>	280 000			280 000		280 000
<i>Project «People and Places with no Name»</i>	522 907			522 907		522 907
<i>Rotary Foundation</i>	80 918			80 918		80 918
<i>Rotary International (Switzerland)</i>	500 000			500 000		500 000
<i>Rotary International (Germany)</i>	132 405			132 405		132 405
<i>Soroptimist International</i>	231 900			231 900		231 900
<i>UEFA</i>	650 000			650 000		650 000
Donateurs divers		2 542 788		2 542 788	68 666	2 611 454
Total sources privées	25 205 101	2 542 788		27 747 889	68 666	27 816 555

¹ Espèces reçues pour immobilisations au siège.

² Dont 800 000 francs suisse reçus pour immobilisations au siège.

³ Dont 278 000 francs suisse reçus pour immobilisations au siège.

8. CONTRIBUTIONS EN NATURE, EN SERVICES ET

(en francs suisses)

	Dons en nature (sauf DP)	Dons en services			Autres services siège	en nature
		Nombre de jours	Terrain	Siège		
SOCIÉTÉS NATIONALES						
Allemagne	4 319 212	6 302	1 322 554	110 610		1 233 394
Australie	6 119	10 440	2 368 273			
Autriche	6 158 074	995	303 736	18 693		
Belgique	542 791	2 363	330 131			2 283 647
Canada						34 968
Danemark	1 528 070					7 935
Espagne	299 372					
États-Unis d'Amérique	1 112 029	817	208 662			
Finlande	2 547 585	3 383	1 028 994	92 337		373 046
France	397 296	6 666	1 355 375		55 321	2 705
Grèce	986 300	1 078	228 156			
Irlande	74 993	2 058	494 550			
Islande		1 543	462 533			
Italie	563 010	958	225 739	38 475		2 732
Japon		2 552	703 689			118 319
Norvège	2 462 249	4 582	1 120 289	246 188		4 670 386
Nouvelle-Zélande		1 887	470 500			
Pays-Bas	3 530 910	4 564	1 052 896	70 200		5 489
Portugal	7 370					
Royaume-Uni	911 740	10 728	1 719 709	280 312		24 700
Suisse	91 190	1 173	185 231			
Swède	1 435 455	2 816	783 855	53 503		284 770
Tchèque, République	4 980					
Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	600					
GOUVERNEMENTS						
Allemagne	3 399 731					
Canada		9 769	772 794	6 232		195 549
Danemark		4 676	921 442	199 873		
Espagne	1 194 551				62 096	
États-Unis d'Amérique	11 717 463					662 400
Finlande						
France	75 016					
Pakistan	279 045					
ORGANIZATIONS						
PAM	82 358					
Divers	25 268					
DONATEURS PRIVÉS						
Divers	2 542 788					
Total général	46 295 565		16 059 108	1 116 423	117 417	9 900 040
Total en nature						
Total en services						

AUX DÉLÉGATIONS DE PROJETS 2000

Dons pour délégations de projets (DP)			Grand total			
en services	en espèces (incl. ajustements)	Total DP	Terrain nature (incl. DP)	Terrain services	Siège services	DP espèces
672 204	3 176 648	5 082 246	5 552 606	1 994 758	110 610	3 176 648
27 171	13 520	40 691	6 119	2 395 444		13 520
159 386	1 611 244	1 770 630	6 158 074	463 122	18 693	1 611 244
240 204	3 884 377	6 408 228	2 826 438	570 335		3 884 377
238 913	5 508 304	5 782 185	34 968	238 913		5 508 304
256 070	2 942 121	3 206 126	1 536 005	256 070		2 942 121
437 332	3 077 997	3 515 329	299 372	437 332		3 077 997
469 669	5 270 738	5 740 407	1 112 029	678 331		5 270 738
1 711 817	1 326 027	3 410 890	2 920 631	2 740 811	92 337	1 326 027
			397 296	1 410 696		
54 157	160 867	217 729	989 005	282 313		160 867
			74 993	494 550		
				462 533		
161 725	4 477 107	4 641 564	565 742	387 464	38 475	4 477 107
319 327	2 538 904	2 976 550	118 319	1 023 016		2 538 904
1 801 112	2 325 506	8 797 004	7 132 635	2 921 401	246 188	2 325 506
				470 500		
373 673	2 609 574	2 988 736	3 536 399	1 426 569	70 200	2 609 574
			7 370			
240 643	3 565 122	3 830 465	936 440	1 960 352	280 312	3 565 122
	-1 426	-1 426	91 190	185 231		-1 426
382 166	2 619 060	3 285 996	1 720 225	1 166 021	53 503	2 619 060
			4 980			
			600			
			3 399 731			
516 312	668 465	1 380 326	195 549	1 289 106	6 232	668 465
				921 442	199 873	
			1 194 551			
134 336	541 586	1 338 322	11 717 463	62 096		
			662 400	134 336		541 586
			75 016			
			279 045			
			82 358			
			25 268			
			2 542 788			
8 196 217	46 315 741	64 411 998	56 195 605	24 372 742	1 116 423	46 315 741
			56 195 605			
				25 489 165		

9. TABLEAUX RELATIFS AUX SECOURS ET À L'ASSISTANCE MÉDICALE

On peut résumer comme suit les données statistiques figurant ci-après :

9.1 Contributions en nature reçues et achats effectués par le CICR en 2000

L'ensemble des secours et de l'assistance médicale reçus à titre de contributions en nature ou achetés par le CICR et inventoriés dans le pays de destination finale entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2000. Les chiffres concernant les contributions en nature couvrent tout le soutien médical reçu sous forme de dons, mais ne comprennent aucun service reçu, comme la mise à disposition de ressources humaines et/ou de moyens logistiques. Les chiffres se rapportant aux achats effectués dans le cadre de l'assistance médicale et des secours comprennent tous les achats qui ont été obtenus, tant au moyen de contributions financières non assignées qu'au moyen de contributions financières assignées «fonds pour achats en nature». Le total général de 221 201 994 francs suisses correspond donc au total du tableau intitulé «Secours et assistance médicale acheminés par le CICR en 2000».

9.2 Secours et assistance médicale acheminés par le CICR en 2000

L'ensemble des secours et de l'assistance médicale reçus à titre de contributions en nature ou achetés par le CICR et inventoriés dans le pays de destination finale entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2000.

9.3 Distributions des secours et de l'assistance médicale par le CICR en 2000

L'ensemble des secours et de l'assistance médicale distribués par le CICR sur le terrain entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2000. Ils ont été soit achetés, soit reçus en nature en 2000 ou proviennent de stocks déjà constitués à la fin de 1999.

9.1 DONS EN NATURE REÇUS ET ACHATS EFFECTUÉS PAR LE CICR EN 2000

(répartition par origine dons et achats, selon date d'entrée en stock)

Donateurs	Vivres (tonnes)	Semences (tonnes)	Couvertures (pièces)	Tentes (pièces)	Sets de cuisine (pièces)	Vêtements (tonnes)	Autres secours (tonnes)	Total secours (CHF)	Immobilisations (véhicules) (CHF)	Médical * (CHF)	Total général (CHF)
SOCIÉTÉS NATIONALES	33 099,1	0,0	210 830	3 669	12 800	316,4	1 225,2	29 731 692	522 873	920 399	31 174 964
Allémande	8 752,9		31 500				10,9	4 409 832	114 062	542 090	5 065 984
Australie			800					4 961		1 158	6 119
Autriche	10 099,6					7,4	150,0	6 158 074			6 158 074
Belgique	4 900,7						32,9	2 897 893			2 897 893
Danemark	563,2		7 000	1 500		17,3	163,9	1 528 070			1 528 070
Espagne	60,0		2 500	7			32,2	299 372			299 372
États-Unis d'Amérique			24 950				303,4	1 112 029	147 961		1 259 990
Finlande	2 323,0		102 780		12 800	18,1	20,3	3 209 985			3 209 985
France	603,0						84,0	397 296			397 296
Grèce	43,2					56,7	100,0	986 300			986 300
Irlande			4 500					74 993			74 993
Italie							50,0	563 009			563 009
Norvège	1 050,0						199,1	2 107 633		354 616	2 462 249
Pays-Bas	4 383,5							3 530 910			3 530 910
Portugal							4,0	7 370			7 370
Royaume-Uni	120,0		36 800	2 162				911 740	120 000		1 031 740
Suède						216,7	72,5	1 435 455	140 850	22 535	1 598 840
Suisse	200,0							91 190			91 190
Tchèque (République)							2,0	4 980			4 980
Diverses SN							0,2	600			600
GOUVERNEMENTS	19 204,9	0,0	176 260	0	2 508	0,0	323,5	16 722 674	0	0	16 722 674
Allémande	2 568,8		97 000				315,5	3 410 223			3 410 223
Espagne	1 488,5							1 194 551			1 194 551
États-Unis d'Amérique	15 137,0		30 000					11 717 463			11 717 463
France	10,6		4 260		2 508		8,0	121 392			121 392
Pakistan			45 000					279 045			279 045
ORGANISATIONS	103,2	0,1	0	30	0	5,9	5,0	255 781	40 549	67 648	363 978
Nations Unies (PAM, UNICEF)	89,4						1,5	96 333		11 293	107 626
Autres donateurs	13,8	0,1		30		5,9	3,5	159 448	40 549	56 355	256 352
TOTAL DONS EN NATURE	52 407,2	0,1	387 090	3 699	15 308	322,3	1 553,7	46 710 147	563 422	988 047	48 261 616
Achats CICR (sans affect. spécifique)	68 020,5	3 527,8	805 922	11 965	65 670	288,6	7 470,8	83 672 639		37 024 228	120 696 867
Achats CICR (avec affectation spécifique)	41 028,0	4 136,7	106 500	3 000	13 800	8,4	2 552,4	35 308 044		873 363	36 181 407
Achats CICR (projets délégués)	2 709,5	13,7				1,8	2 778,1	13 082 637		2 979 467	16 062 104
TOTAL ACHATS CICR	111 758,0	7 678,2	912 422	14 965	79 470	298,8	12 801,3	132 063 320	0	40 877 058	172 940 378
TOTAL GÉNÉRAL	164 165,2	7 678,3	1 299 512	18 664	94 778	621,1	14 355,0	178 773 467	563 422	41 865 105	221 201 994

* Médical comprend le matériel nécessaire aux activités médicales, orthopédiques ainsi qu'à l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

9.2 SECOURS ET ASSISTANCE MÉDICALE ACHEMINÉS PAR LE CICR EN 2000

(répartition par origine dons et achats, selon date d'entrée en stock)

Pays	Dons en nature			Achats par le CICR			Total acheminé			
	Médical* (CHF)	Secours (et immobilisations) (CHF)	(tonnes)	Médical* (CHF)	Secours (CHF)	(Tonnes)	Médical* (CHF)	Secours (et immobilisations) (CHF)	(tonnes)	Total (CHF)
AFRIQUE	534 179	19 612 907	21 304,6	17 177 221	55 849 248	57 215,7	18 145 395	75 462 155	78 520,3	93 607 550
Angola		13 177 833	16 753,9	556 945	3 765 943	4 262,3	556 945	16 943 776	21 016,2	17 500 721
Burundi				1 560 316	212 061	48,9	1 560 316	212 061	48,9	1 772 377
Cameroun, Guinée équatoriale, Tchad				22 457	49 826	19,2	22 457	49 826	19,2	72 283
Comores				273	674	0,1	273	674	0,1	947
Congo (République du)		100 726	91,8	901 547	1 372 217	1 412,3	901 547	1 472 943	1 504,1	2 374 490
Congo (République démocratique du)		119 732	32,0	2 984 550	8 012 579	7 808,7	2 984 550	8 132 311	7 840,7	11 116 861
Côte d'Ivoire				137 953	27 092	23,5	137 953	27 092	23,5	165 045
Djibouti				5 157	20 993	8,9	5 157	20 993	8,9	26 150
Érythrée	461 985	2 094 586	875,5	1 619 473	6 425 785	5 880,6	2 081 458	8 520 371	6 756,1	10 601 829
Éthiopie		1 986 018	2 884,6	1 315 611	6 998 078	8 702,2	1 315 611	8 984 096	11 586,8	10 299 707
Guinée		75 016	21,9	530	47 670	12,0	530	122 686	33,9	123 216
Kenya		110 516	135,5	974 538	823 570	1 159,2	980 396	934 086	1 294,7	1 914 482
Libéria		90 019	21,4	209 679	142 831	47,7	209 679	232 850	69,1	442 529
Mali, Niger				3 821	2 235	1,1	3 821	2 235	1,1	6 056
Nigéria		90 019	21,4	7 834	316 833	116,8	7 834	406 852	138,2	414 686
Ouganda		186 485	50,3	362 472	3 139 144	1 779,7	362 472	3 325 629	1 830,0	3 688 101
Rwanda		151 240	155,9	1 637 148	6 251 680	13 947,5	1 637 148	6 402 920	14 103,4	8 040 068
Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau				2 238	62 396	111,5	2 238	62 396	111,5	64 634
Sierra Leone	2 150	1 084 580	206,4	1 144 259	7 440 436	3 172,6	1 146 409	8 525 016	3 379,0	9 671 425
Somalie	58 751			2 105 240	9 769 705	7 955,4	2 163 991	9 769 705	7 955,4	11 933 696
Soudan	11 293	293 500	40,5	1 968 954	816 492	681,5	1 980 247	1 109 992	722,0	3 090 239
Tanzanie		6 261	2,9	83 347	2 615	1,0	83 347	8 876	3,9	92 223
Zimbabwe, Zambie, Lesotho, Namibie, Botswana				1 016	148 393	63,0	1 016	148 393	63,0	149 409
Stocks d'urgence et régionaux au Kenya		46 376	10,6				-	46 376	10,6	46 376
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	286	177 402	123,4	908 007	8 250 278	5 730,4	908 293	8 427 680	5 853,8	9 335 973
Colombie		177 402	123,4	189 677	6 919 114	4 038,3	189 677	7 096 516	4 161,7	7 286 193
Haïti				87 964	218 166	145,8	87 964	218 166	145,8	306 130
Mexique				455 215	1 035 793	1 520,9	455 215	1 035 793	1 520,9	1 491 008
Pérou	286			175 151	77 205	25,4	175 437	77 205	25,4	252 642
ASIE ET PACIFIQUE	47 939	322 802	48,6	7 174 130	17 931 024	25 398,3	7 222 069	18 253 826	25 446,9	25 475 895
Afghanistan		308 875	45,2	4 356 817	13 425 051	22 281,4	4 356 817	13 733 926	22 326,6	18 090 743
Cambodge				226 985	1 825	3,1	226 985	1 825	3,1	228 810
Inde				110	9 289	2,1	110	9 289	2,1	9 399
Indonésie				80 180	2 104 968	954,6	80 180	2 104 968	954,6	2 185 148
Myanmar				276 950	47 476	18,9	276 950	47 476	18,9	324 426
Népal, Bhoutan				50	6 545	1,0	50	6 545	1,0	6 595
Pakistan				167 705	67,0	-	167 705	67,0	167 705	167 705
Philippines				60 338	436 262	190,9	60 338	436 262	190,9	496 600
Solomon (îles)				81	107 958	43,2	81	107 958	43,2	108 039
Sri Lanka				206 462	949 786	1 215,7	206 462	949 786	1 215,7	1 156 248
Tadjikistan				141 396	31 455	24,3	141 396	31 455	24,3	172 851
Timor oriental	47 939	13 927	3,4	1 824 761	642 704	596,1	1 872 700	656 631	599,5	2 529 331
EUROPE	118 693	27 077 748	33 676,0	11 890 632	49 428 240	54 826,0	12 009 325	76 505 988	88 502,0	88 515 313
Albanie				157	1 999	1,0	157	1 999	1,0	2 156
Arménie		37 584	6,2	30 112	116 192	159,6	30 112	153 776	165,8	183 888
Azerbaïdjan				222 088	60 767	25,6	222 088	60 767	25,6	282 855
Bosnie-Herzégovine		249 540	239,6	141 409	1 357 860	2 146,7	141 409	1 607 400	2 386,3	1 748 809
Géorgie		758 203	788,4	1 192 383	715 450	883,2	1 192 383	1 473 653	1 671,6	2 666 036
Russie (Fédération de)		3 362 405	1 216,0	1 205 328	8 485 841	8 617,1	1 205 328	11 848 246	9 833,1	13 053 574
Yugoslavie (République fédérale de)	89 020	22 649 037	31 425,7	9 099 155	38 690 131	42 992,8	9 188 175	61 339 168	74 418,5	70 527 343
Stocks d'urgence en Europe occidentale	29 673	20 979	0,1				29 673	20 979	0,1	50 652
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	286 950	82 710	11,0	3 293 073	604 530	187,4	3 580 023	687 240	198,4	4 267 263
Irak	286 950			2 449 449	122 604	34,1	2 736 399	122 604	34,1	2 859 003
Israël (y compris territoires occupés/autonomes)		82 710	11,0	284 020	267 326	52,3	284 020	350 036	63,3	634 056
Liban				517 636	148 422	79,7	517 636	148 422	79,7	666 058
Sahara occidental				3 935	34 602	10,8	3 935	34 602	10,8	38 537
Yémen				38 033	31 576	10,5	38 033	31 576	10,5	69 609
TOTAL GÉNÉRAL	988 047	47 273 569	55 163,6	40 443 063	132 063 320	143 357,8	41 865 105	179 336 889	198 521,4	221 201 994

* Médical comprend le matériel nécessaire aux activités médicales, orthopédiques ainsi qu'à l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

9.3 DISTRIBUTIONS DES SECOURS ET DE L'ASSISTANCE MÉDICALE PAR LE CICR EN 2000

Pays	Médical* (CHF)	Secours (CHF)	(tonnes)	Total (CHF)
AFRIQUE	17 050 472	73 569 706	80 878,4	90 620 178
Angola	529 549	18 616 166	24 851,2	19 145 715
Burundi	1 466 385	323 836	82,3	1 790 221
Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Guinée équatoriale	22 457	81 507	27,5	103 964
Comores	273	674	0,1	947
Congo (République du)	926 327	1 289 840	1 153,1	2 216 167
Congo (République démocratique du)	2 731 274	7 520 738	8 193,5	10 252 012
Côte d'Ivoire	108 415	48 142	27,4	156 557
Djibouti	5 157	20 993	8,9	26 150
Érythrée	1 981 723	7 930 811	6 410,4	9 912 534
Éthiopie	1 332 249	8 075 639	10 052,4	9 407 888
Guinée	530	95 594	26,7	96 124
Kenya	975 528	960 680	1 300,8	1 936 208
Libéria	211 814	79 737	25,8	291 551
Mali, Niger	3 821	2 235	1,1	6 056
Nigéria	14 280	182 447	56,6	196 727
Ouganda	364 160	2 978 609	1 595,7	3 342 769
Rwanda	1 640 106	7 014 839	15 122,2	8 654 945
Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau	2 238	62 396	111,5	64 634
Sierra Leone	1 163 501	6 703 570	2 924,9	7 867 071
Somalie	2 158 507	9 770 818	7 956,8	11 929 325
Soudan	1 327 815	1 706 397	890,6	3 034 212
Tanzanie	83 347	8 876	3,9	92 223
Zimbabwe, Zambie, Lesotho, Namibie, Botswana	1 016	95 162	55,0	96 178
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	896 758	8 693 985	6 745,5	9 590 743
Colombie	189 677	6 839 869	4 051,3	7 029 546
Haïti	87 964	218 166	145,7	306 130
Mexique	455 215	1 444 196	2 513,6	1 899 411
Pérou	163 902	191 754	34,9	355 656
ASIE ET PACIFIQUE	7 185 396	16 855 444	25 193,3	24 040 840
Afghanistan	4 307 195	13 090 626	21 737,1	17 397 821
Cambodge	226 985	1 825	3,1	228 810
Inde	110	9 289	2,1	9 399
Indonésie	81 798	1 134 982	465,5	1 216 780
Myanmar	276 950	47 476	18,9	324 426
Népal, Bhoutan	50	6 545	1,0	6 595
Pakistan		167 705	67,0	167 705
Philippines	60 338	246 345	146,0	306 683
Salomon (îles)	81	98 117	40,2	98 198
Sri Lanka	206 462	448 494	959,2	654 956
Tadjikistan	156 807	114 510	116,8	271 317
Timor oriental	1 868 620	1 489 530	1 636,4	3 358 150
EUROPE	9 794 042	94 454 506	91 154,3	104 248 548
Albanie	157	1 999	1,0	2 156
Arménie	31 128	158 330	166,0	189 458
Azerbaïdjan	156 981	64 968	26,8	221 949
Bosnie-Herzégovine	235 192	1 943 264	2 692,6	2 178 456
Géorgie	1 207 929	1 648 179	2 146,9	2 856 108
Russie (Fédération de)	858 796	12 296 310	10 778,1	13 155 106
Yougoslavie (République fédérale de)	7 303 859	78 341 456	75 342,9	85 645 315
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	3 453 972	1 108 935	295,0	4 562 907
Irak	2 731 669	636 223	150,1	3 367 892
Israël (y compris territoires occupés/autonomes)	206 412	279 456	49,7	485 868
Liban	473 923	127 078	73,9	601 001
Sahara occidental	3 935	34 602	10,8	38 537
Yémen	38 033	31 576	10,5	69 609
TOTAL GÉNÉRAL	38 380 640	194 682 576	204 266,5	233 063 216

* Médical comprend le matériel nécessaire aux activités médicales, orthopédiques ainsi qu'à l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

10. FONDS SPÉCIAUX GÉRÉS PAR LE CICR

10.1 FONDATION EN FAVEUR DU COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2000

ACTIF	CHF	PASSIF	CHF	CHF
Titres en portefeuille (valeur boursière CHF 6 028 243)	5 642 545	<i>Capital inaliénable:</i> Solde reporté de l'exercice précédent Attribution de l'exercice 2000	2 766 881 <u>1 812 199</u>	
Administration fédérale des contributions, (impôts anticipés à récupérer)	16 604	<i>Fonds disponibles:</i> Solde reporté de l'exercice précédent Attribution de l'exercice 2000	330 000 <u>990 000</u>	4 579 080
Banques	293 020	Comité international de la Croix-Rouge, compte courant		1 320 000
				53 089
	5 952 169			5 952 169

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2000

DÉPENSES	CHF	RECETTES	CHF
Frais bancaires/droits de garde	17 967	Don	3 300 000
Frais sur achats/ventes de titres	18 953	Revenus des titres	89 894
Agio sur achats de titres	2 614	Intérêts bancaires	5 132
Honoraires de révision	1 648	Disagio sur achats/gains sur ventes de titres	164 813
Frais divers	202		
Perte sur cours des monnaies	5 015		
	46 399		3 559 839
RÉSULTAT			
Excédent brut des recettes par rapport aux dépenses au 31 décembre 2000			3 513 440
Attribution du résultat net des opérations sur titres au capital inaliénable			-162 199
Attribution de 50 % du don au capital inaliénable conformément au règlement intérieur			-1 650 000
Attribution de 30 % du don aux fonds disponibles conformément au règlement intérieur			-990 000
Attribution de 20 % du don au CICR conformément au règlement intérieur			-660 000
Excédent net des recettes par rapport aux dépenses au 31 décembre 2000 attribué statutairement au CICR			51 241

10. FONDS SPÉCIAUX GÉRÉS PAR LE CICR

10.2 FONDS AUGUSTA

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2000

ACTIF		PASSIF	
Participation à la fortune globale des fonds spéciaux	CHF 143 883	Capital inaliénable	CHF 100 000
Comité international de la Croix-Rouge, compte courant	2 268	Provision	18 470
		<i>Participation à la provision globale des fonds spéciaux:</i>	
		Solde reporté de l'exercice précédent	9 502
		Dissolution de l'exercice 2000	<u>-680</u>
			8 822
		<i>Fonds de la Médaille Florence Nightingale, compte courant:</i>	
		Solde reporté de l'exercice précédent	12 190
		Virement en faveur du fonds Nightingale	<u>-12 190</u>
		Excédent de recettes de l'exercice 2000	<u>18 859</u>
			18 859
	146 151		146 151

COMPTE DE RÉSULTAT 2000

DÉPENSES		RECETTES	
Honoraires de révision	CHF 105	Participation au revenu brut de la fortune des fonds spéciaux	CHF 18 284
		Participation à la dissolution de la provision globale	680
	105		18 964

RÉSULTAT

Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 2000	CHF 18 859
--	---------------

10. FONDS SPÉCIAUX GÉRÉS PAR LE CICR

10.3 FONDS DE LA MÉDAILLE FLORENCE NIGHTINGALE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2000

ACTIF	CHF	PASSIF	CHF	CHF
Participation à la fortune globale des fonds spéciaux	363 358	Capital		75 000
Stock de médailles	37 530	Réserve:		
		Solde reporté de l'exercice précédent	267 671	
		Excédent de recettes de l'exercice 2000	<u>68 516</u>	
<i>Fonds Augusta, compte courant</i>				336 187
Solde reporté de l'exercice précédent	12 190	<i>Participation à la provision globale des fonds spéciaux:</i>		
Virement du fonds Augusta	-12 190	Solde reporté de l'exercice précédent	10 350	
Excédent de recettes de l'exercice 2000 du fonds Augusta	18 859	Dissolution de l'exercice 2000	<u>-1 790</u>	
				8 560
	419 747		419 747	

COMPTE DE RÉSULTAT 2000

DÉPENSES	CHF	RECETTES	CHF
Honoraires de révision	266	Attribution du solde bénéficiaire au 31 décembre 2000 du compte de résultat du Fonds Augusta selon la résolution de principe de la XXI ^e Conférence internationale de la Croix-Rouge	18 859
		Participation au revenu brut de la fortune des fonds spéciaux	48 133
		Participation à la dissolution de la provision globale	1 790
	266		68 782
RÉSULTAT			CHF
Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 2000			68 516

10. FONDS SPÉCIAUX GÉRÉS PAR LE CICR

10.4 FONDS CLARE R. BENEDICT

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2000

ACTIF	CHF	PASSIF	CHF	CHF
Participation à la fortune globale des fonds spéciaux	2 079 546	Capital		1 632 629
		<i>Participation à la provision globale des fonds spéciaux:</i>		
		Solde reporté de l'exercice précédent	192 005	
		Dissolution de l'exercice 2000	-9 575	
				182 430
		<i>Compte de résultat:</i>		
		Solde reporté de l'exercice précédent	1 665 713	
		Attribution décidée en 2000	-1 665 713	
		Excédent de recettes de l'exercice 2000	264 487	
				264 487
	2 079 546		2 079 546	

COMpte DE RÉSULTAT 2000

DÉPENSES	CHF	RECETTES	CHF
Honoraires de révision	2 629	Participation au revenu brut de la fortune des fonds spéciaux	257 541
		Participation à la dissolution de la provision globale	9 575
	2 629		267 116
RÉSULTAT			CHF
Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 2000 viré au compte de résultat à affecter			264 487

10. FONDS SPÉCIAUX GÉRÉS PAR LE CICR

10.5 FONDS FRANÇAIS MAURICE DE MADRE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2000

ACTIF	CHF	PASSIF	CHF	CHF
Participation à la fortune globale des fonds spéciaux	4 491 740	<i>Capital:</i> Solde reporté de l'exercice précédent Excédent de recettes de l'exercice 2000	3 937 979 381 916	4 319 895
		<i>Participation à la provision globale des fonds spéciaux:</i> Solde reporté de l'exercice précédent Dissolution de l'exercice 2000	193 645 -21 800	171 845
	4 491 740			4 491 740

COMPTE DE RÉSULTAT 2000

DÉPENSES	CHF	RECETTES	CHF
Allocations	221 539	Participation au revenu brut de la fortune des fonds spéciaux	586 343
Honoraires de révision	3 174		
Frais divers	1 514	Participation à la dissolution de la provision globale	21 800
	226 227		608 143
RÉSULTAT			CHF
Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 2000			381 916

10. FONDS SPÉCIAUX GÉRÉS PAR LE CICR

10.6 FONDS OMAR EL MUKTAR

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2000

ACTIF	PASSIF	
Participation à la fortune globale des fonds spéciaux	CHF Capital initial	CHF 760 500
	934 879	
	<i>Participation à la provision globale des fonds spéciaux:</i>	
	Solde reporté de l'exercice précédent	55 277
	Dissolution de l'exercice 2000	-4 462
		50 815
	<i>Compte de résultat:</i>	
	Solde reporté de l'exercice précédent	402 438
	Attribution décidée en 2000	-402 438
	Excédent de recettes de l'exercice 2000	123 564
		123 564
	934 879	934 879

COMPTES DE RÉSULTAT 2000

DÉPENSES	RECETTES	
Honoraires de révision	CHF 917	CHF
	Participation au revenu brut de la fortune des fonds spéciaux	120 019
	Participation à la dissolution de la provision globale	4 462
	917	124 481
RÉSULTAT		CHF
Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 2000 viré au compte de résultat à affecter		123 564

10. FONDS SPÉCIAUX GÉRÉS PAR LE CICR

10.7 FONDS PAUL REUTER

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2000

ACTIF	CHF	PASSIF	CHF	CHF
Participation à la fortune globale des fonds spéciaux	497 584	Capital initial		200 000
		<i>Compte de résultat:</i>		
		Solde reporté de l'exercice précédent	222 391	
		Excédent de recettes de l'exercice 2000	60 119	
				282 510
		<i>Participation à la provision globale des fonds spéciaux:</i>		
		Solde reporté de l'exercice précédent	17 508	
		Dissolution de l'exercice 2000	-2 434	
				15 074
	497 584			497 584

COMPTES DE RÉSULTAT 2000

DÉPENSES	CHF	RECETTES	CHF
Remise du Prix Paul Reuter	2 000	Participation au revenu brut de la fortune des fonds spéciaux	65 479
Honoraires de révision	331		
Frais divers	5 464	Participation à la dissolution de la provision globale	2 435
	7 795		67 914

RÉSULTAT

Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 2000	CHF
	60 119

10. FONDS SPÉCIAUX GÉRÉS PAR LE CICR

10.8 FONDS SPÉCIAL EN FAVEUR DES HANDICAPÉS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2000

ACTIF	CHF	PASSIF	CHF	CHF
Participation à la fortune globale des fonds spéciaux	3 594 724	Capital initial <i>Participation à la provision globale des fonds spéciaux:</i>		1 000 000
Débiteurs	369 967	Solde reporté de l'exercice précédent Dissolution de l'exercice 2000	171 576 <u>-17 361</u>	154 215
		<i>Compte de résultat:</i> Solde reporté de l'exercice précédent Excédent de recettes de l'exercice 2000	2 115 395 <u>480 287</u>	2 595 682
		<i>Fonds réservés:</i> Projet Cambodge «Appel Mines»	200 000 <u>14 794</u>	214 794
	3 964 691		3 964 691	

COMpte DE RÉSULTAT 2000

DÉPENSES	CHF	RECETTES	CHF
1. Structure financière relative à l'Appel Mines			
1.1. Projet Addis-Abeba - formation de stagiaires orthopédistes			
Dépenses en espèces	1 158 867	Contributions en espèces: Gouvernement: Etats-Unis d'Amérique	1 158 867
Dépenses en services	118 130	Contributions en services: Sociétés nationales: Norvège Royaume-Uni	117 480 650
<i>Sous-total</i>	1 276 997	<i>Sous-total</i>	1 276 997
1.2. Projet Ho Chi Minh-Ville - Centre orthopédique			
Dépenses en espèces	848 440	Contributions en espèces: Gouvernement: Norvège	778 440
Dépenses en services	72 215	Société nationale: Norvège Contributions en services: Sociétés nationales: Royaume-Uni	70 000 72 215
<i>Sous-total</i>	920 655	<i>Sous-total</i>	920 655
1.3. Projet Nicaragua - Matériel orthopédique			
Dépenses en espèces: - Report initial déficitaire	26 644	Contributions en espèces: Gouvernement: Norvège	560 144
- Dépenses réalisées en 2000	615 983	Société nationale: Norvège	82 483
<i>Sous-total</i>	642 627	<i>Sous-total</i>	642 627
1.4. Genève - Unité de coordination			
Dépenses en espèces	231 852	Contributions en espèces: Gouvernement: Norvège	216 027
<i>Sous-total</i>	231 852	Société nationale: Norvège <i>Sous-total</i>	15 825 231 852

10. FONDS SPÉCIAUX GÉRÉS PAR LE CICR

10.8 FONDS SPÉCIAL EN FAVEUR DES HANDICAPÉS (suite)

1.5. Appel Mines

Report initial - Ajustement de mouvement 1999	1 316	Contributions en espèces :	
Report final - Programme à réaliser en 2001	13 478	Sociétés nationales: Norvège	4 426
<i>Sous-total</i>	<i>14 794</i>	Nouvelle-Zélande	9 052
		<i>Sous-total</i>	<i>13 478</i>
		Prélèvement sur la structure financière générale pour ajustement de mouvement 1999	1 316
		<i>Sous-total</i>	<i>1 316</i>
<i>Sous-total Appel Mines</i>	<i>3 086 925</i>	<i>Sous-total Appel Mines</i>	<i>3 086 925</i>

2. Structure financière générale

Honoraires de révision	2 707	Participation au revenu brut de la fortune des fonds spéciaux	466 949
Transfert à la structure financière relative à l'Appel Mines pour ajustement de mouvement 1999	1 316	Participation à la dissolution de la provision globale	17 361
<i>Sous-total Structure financière générale</i>	<i>4 023</i>	<i>Sous-total Structure financière générale</i>	<i>484 310</i>

Total

3 090 948

Total

3 571 235

3. Résultat

Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 2000 CHF
480 287